



WWF

RAPPORT

FR



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014-2015

WWF

Le WWF est l'une des toutes premières organisations indépendantes de protection de l'environnement dans le monde. Avec un réseau actif dans plus de 100 pays et fort du soutien de près de 6 millions de membres, le WWF œuvre pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature, en conservant la diversité biologique mondiale, en assurant une utilisation soutenable des ressources naturelles renouvelables, et en faisant la promotion de la réduction de la pollution et du gaspillage.

En 2011, le WWF a fêté ses 50 ans.

Depuis 1973, le WWF France agit au quotidien afin d'offrir aux générations futures une planète vivante. Avec ses bénévoles et le soutien de ses 220 000 donateurs, le WWF France mène des actions concrètes pour sauvegarder les milieux naturels et leurs espèces, assurer la promotion de modes de vie durables, former les décideurs, accompagner les entreprises dans la réduction de leur empreinte écologique, et éduquer les jeunes publics. Mais pour que le changement soit acceptable, il ne peut passer que par le respect de chacune et chacun. C'est la raison pour laquelle la philosophie du WWF est fondée sur le dialogue et l'action.

Depuis décembre 2009, la navigatrice Isabelle Autissier est présidente du WWF France et Pascal Canfin en est le directeur général depuis le 5 janvier 2016.

En 2013, le WWF France a fêté ses 40 ans.

Retrouvez la rétrospective de nos actions sur le site <http://40.wwf.fr>

© Concept & design by © ArthurSteenHorneAdamson

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For nature
(Formerly World Wildlife Fund)

® «WWF» & «Living planet» are WWF Registered Trademarks /
«WWF» & «Pour une planète vivante» sont des marques déposées.

WWF France, 1 carrefour de Longchamp, 75016 Paris.

 www.wwf.fr

 [/wwffrance](https://www.facebook.com/wwffrance)

 [@wwffrance](https://twitter.com/wwffrance)

SOMMAIRE

Changer de cap	4
Ensemble pour le climat	5

AGIR POUR UNE PLANÈTE VIVANTE	6
Le rapport Planète Vivante	8

AFFRONTER ENSEMBLE LES DÉFIS ÉCOLOGIQUES	14
Sensibiliser, influencer, engager	16
Œuvrer dans le monde entier	18
Agir pour le climat	22
Transformer les marchés	26
Protéger la Méditerranée	30
Préserver le patrimoine métropolitain	34
Conserver le patrimoine ultramarin	38
Influencer les décideurs	44
Changer le monde avec les entreprises	48
Merci pour votre soutien	60
Communiquer pour servir notre cause	68

BILAN ANNUEL	78
Gouvernance	80
Salarié-es et engagé-es	82
Nos comptes au 30 juin 2015	83
Compte emplois/ressources 2014-2015	84

CHANGER DE CAP

Isabelle Autissier
Présidente du WWF France

© MARTIN LEERS



L'année 2014 a été marquée par la publication du Rapport Planète Vivante du WWF révélant la disparition de plus de la moitié des populations mondiales d'espèces en l'espace d'à peine quatre décennies. Plus que jamais, ce déclin continu de la vie sauvage souligne la nécessité de solutions durables pour mettre fin à une véritable hémorragie planétaire. Mais 2014 a aussi apporté son lot de bonnes nouvelles, en provenance des océans, notamment.

Tout d'abord, alors qu'il était au bord de l'effondrement dans les années 2000, les chercheurs sont formels, le stock de thon rouge est actuellement en bonne voie de récupération.

Autre signal positif, une étude du WWF qui vient de paraître démontre que les Aires Marines Protégées, ces espaces délimités en mer permettant de protéger durablement le milieu marin, constituent également le moyen d'améliorer les pratiques de pêche, et protégeant la ressource, d'augmenter les revenus des pêcheurs.

Ces deux succès, dans lesquels le WWF n'est pas pour rien, sont la preuve tangible

que face à la crise écologique profonde que nous traversons, il ne faut pas se résigner. Preuve que l'on peut mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel. Preuve, enfin, que lorsqu'on opte pour des politiques de gestion responsables des ressources, nos efforts sont récompensés.

Saluons ces indéniables avancées, mais à l'aube du grand rendez-vous climatique de 2015, ne perdons pas de vue notre principal défi : enrayer les effets du réchauffement de la planète.

Paris va accueillir la 21^{ème} conférence climat, une échéance cruciale puisqu'elle doit aboutir à un nouvel accord international pour l'après 2020 qui posera le cadre d'une transition vers des économies bas-carbone.

Le WWF espère un accord historique, applicable à tous les pays, suffisamment ambitieux pour atteindre l'objectif des deux degrés et doté d'une force juridique contraignante.

Car il y a urgence à agir.

La spirale du réchauffement est engagée. L'homme a d'ores et déjà modifié le climat sur Terre et continuera à le faire tant que son modèle énergétique restera inchangé. Aujourd'hui, la science nous alerte sans équivoque sur les retournements d'équilibres et les effets de seuils qui approchent à grands pas. Ces problèmes, dépassant de loin l'action individuelle, provoquent parfois le découragement. « Laquabonisme » fleurit.

Au WWF, nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité et qu'il n'est pas trop tard. Pourvu que nous agissions vite. Il faut croire et œuvrer pour que l'humanité se mette en mouvement avec détermination.

Pour sauvegarder son avenir, l'humanité doit limiter la hausse des températures en dessous de 2 °C.

C'est assurément un changement de cap qui doit s'opérer vers de nouveaux modèles de développement décarbonés et vers la fin du gaspillage et du saccage des ressources naturelles.

Si l'activité humaine est la source reconnue de la crise climatique, elle peut aussi en être la solution.

C'est la bonne nouvelle. Sauver le climat, c'est avant tout un formidable appel à la créativité de chacune et chacun, des citoyens, des responsables politiques et territoriaux, et du monde économique. C'est un appel à l'intelligence collective pour réinventer nos sociétés : nouvelles organisations, nouveaux modèles de production et de consommation, nouveaux emplois. L'humanité a les moyens de changer son destin et chacun de nous peut être acteur de cette grande métamorphose qui est en marche. C'est cette nouvelle odyssée collective à laquelle le WWF vous convie, dont la très attendue COP 21 n'est qu'une étape. Votre générosité, associée à l'expertise de nos équipes, est notre arme la plus efficace pour construire un monde où nous pourrions tous vivre avec la nature.

ENSEMBLE POUR LE CLIMAT

Philippe Germa
Directeur général
du WWF France

© SHERIF SCOURI / WWF FRANCE



À Lima, en décembre 2014, j'ai été frappé par les propos de Felipe Calderon, ancien Président du Mexique, qui a fait une synthèse extrêmement claire des défis que l'Humanité doit relever :

1. arrêter de brûler du charbon, puis renoncer aux énergies fossiles ;
2. réinventer les villes qui représentent plus de la moitié des émissions et accueilleront demain plus de la moitié de l'humanité ;
3. mieux nourrir l'humanité tout en préservant notre capital naturel et la biodiversité.

En effet, le charbon brûlé pour faire de l'énergie – principalement de l'électricité – représente 44 % des émissions mondiales de CO₂. C'est donc le premier sujet à traiter.

Si le constat est limpide, l'objectif est complexe quand on sait que près de 40 % de l'électricité mondiale provient du charbon et qu'il en reste encore beaucoup dans nos sous-sols. Il faut donc tout mettre en œuvre pour que le monde sorte du charbon et je salue, à ce propos, la décision de la France, sous la pression de plusieurs ONG dont le WWF, d'arrêter tout soutien financier public aux centrales à charbon.

Réinventer les villes représente un immense défi, car à l'horizon 2050, nous doublerons le nombre de citoyens. Nos villes continuent à s'étendre sans limites à travers le monde, repoussant les terres agricoles qui à leur tour grignotent les forêts. Les écosystèmes forestiers constituent pourtant l'un des derniers remparts contre les effets du changement climatique : ils emmagasinent 20 à 50 fois plus de CO₂ que n'importe quel autre écosystème. Concevoir des villes sobres en énergie et en émissions de gaz carbonique, créer une biodiversité nouvelle dans les espaces urbains... Des enjeux majeurs que nous souhaitons relever aux côtés de nos collègues chinois et suédois très impliqués sur cette thématique.

Comment réussir à nourrir les 9,5 milliards d'humains prévus en 2050 sans détruire notre capital naturel ?

Tandis que plus 25 % de la déforestation de l'Amazonie est due aux importations de soja pour nourrir le bétail d'élevage européen, la Chine en 20 ans est passée de zéro à 20 % des exportations de soja du Brésil. Le WWF France se doit de s'impliquer sur cette thématique en repensant l'agriculture de demain. Mais nous devons aussi nous préoccuper des océans, premier « puits de carbone » naturel de la planète, qui ont absorbé 30 % des émissions mondiales des 40 dernières années, enclenchant une acidification sans précédent aux nombreux impacts sur les espèces et leur répartition.

Des océans menacés par le changement climatique mais aussi par leur surexploitation. La surpêche et la pêche illégale représentent jusqu'à 25 milliards de \$ par an, dépassant le crime abject du braconnage des grands animaux. Notre objectif pour 2025, c'est l'arrêt total de la pêche illégale et du braconnage, ni plus ni moins.

Et d'ici là, le WWF France garde les yeux rivés sur la COP 21, grande conférence de Paris sur le climat, dont le premier objectif va être d'impliquer tous les pays du monde dans la maîtrise de leurs émissions pour ne pas dépasser l'objectif d'un réchauffement global de 2 °C.

Si le dessein est clair, les modalités pour l'atteindre sont périlleuses, complexes et semées d'embûches, car certains pays émettent depuis plus longtemps que d'autres, leurs niveaux de développement ne sont pas identiques et l'impact prévisible du changement climatique n'est pas uniforme. On peut malheureusement craindre que l'égoïsme des pays soit supérieur à l'intérêt général planétaire.

Pourtant, il y a urgence à agir, car la planète navigue bien au-dessus du seuil des 2 °C préconisé par les scientifiques ! Comme Français et comme responsable du WWF en France, mon plus beau cadeau pour Noël prochain comme ma plus grande fierté serait que succède au « Protocole de Kyoto » un « Protocole de Paris » puissant et ambitieux pour notre avenir à tous.

Annonce disparition : cet éditorial a été rédigé en juin 2015. Quelques semaines plus tard, lors d'une plongée en Polynésie française, Philippe Germa disparaissait tragiquement. L'ensemble des membres du conseil d'administration et des salariés saluent sa mémoire.

AGIR POUR UNE PLANÈTE VIVANTE



LE RAPPORT PLANÈTE VIVANTE

Le 30 septembre dernier, en partenariat avec le PNUE et l'UNESCO, le WWF a présenté en exclusivité l'édition française du Rapport Planète Vivante 2014¹, notre publication phare bisannuelle qui présente un état complet de la planète ainsi que des pressions humaines qui pèsent sur la biosphère.

Nouveauté, cette année, pour la dixième édition du Rapport Planète Vivante, la méthodologie de l'Indice Planète Vivante[®] (IPV) a été actualisée et affinée afin de donner une représentation plus fidèle de la répartition mondiale des espèces de vertébrés.

Établi en mesurant plus de 10 000 populations représentatives de mammifères, d'oiseaux, de reptiles, d'amphibiens et de poissons, l'IPV a décliné de quelque 52 % depuis 1970. Autrement dit, en moins de deux générations, la taille des populations des espèces sauvages a fondu de moitié !

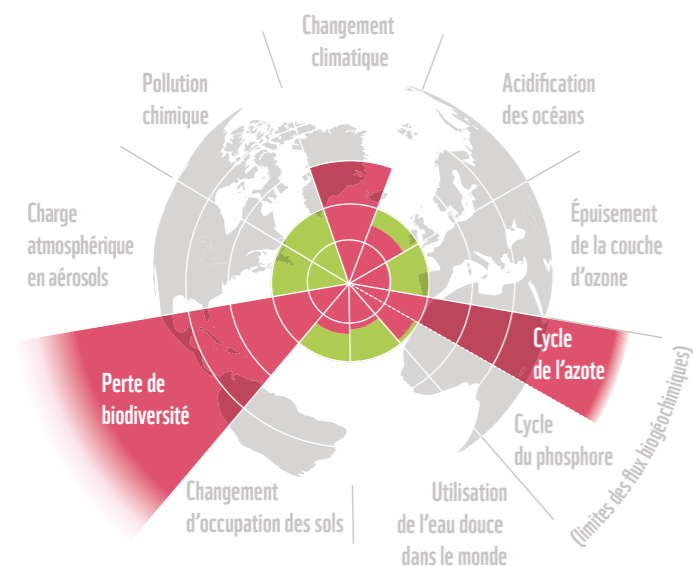
1. En partenariat avec la Zoological Society of London (ZSL), le Global Footprint Network (GFN) et le Water Footprint Network (WFN).



LE CONSTAT DU RAPPORT PLANÈTE VIVANTE 2014

Une biodiversité en fort déclin, une demande en ressources naturelles croissante et insoutenable.

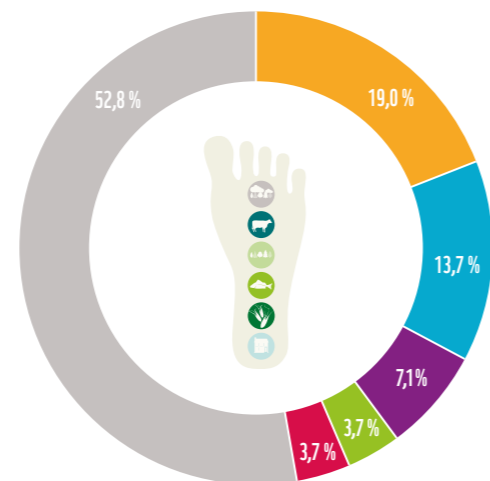
Les populations d'espèces ont diminué de 52 % dans le monde depuis 1970. Il nous faut une terre et demie pour satisfaire notre demande actuelle en ressources naturelles. Cela signifie que nous entamons notre capital naturel et qu'il sera donc plus difficile de subvenir aux besoins des générations futures. L'effet conjugué de la croissance démographique et de l'ampleur de l'empreinte par tête va multiplier les pressions exercées sur nos ressources. Les pays à haut niveau de développement humain ont tendance à avoir une forte empreinte écologique. Leur défi va consister à faire progresser leur développement humain tout en ramenant leur empreinte à un niveau viable à l'échelle planétaire. Plusieurs « limites planétaires » ont peut-être déjà été franchies, au-delà desquelles des changements environnementaux soudains ou irréversibles peuvent se produire. Le bien-être humain dépend de ressources naturelles telles que l'eau, les terres arables, le poisson et le bois, mais aussi de services écosystémiques comme la pollinisation, le cycle des nutriments et la prévention de l'érosion. Bien que les plus pauvres demeurent les plus vulnérables, les enjeux interconnectés de la sécurité alimentaire, hydrique et énergétique nous concernent tous. La vision pour une seule planète du WWF propose des solutions pour une planète vivante : préservation du capital naturel, amélioration de la production, consommation plus raisonnable, réorientation des flux financiers et instauration d'une gouvernance plus équitable des ressources. Il ne sera pas facile de changer de cap et de trouver d'autres trajectoires, et pourtant, c'est possible !



Les limites planétaires : nous avons déjà dépassé trois des neuf limites de la planète Terre.

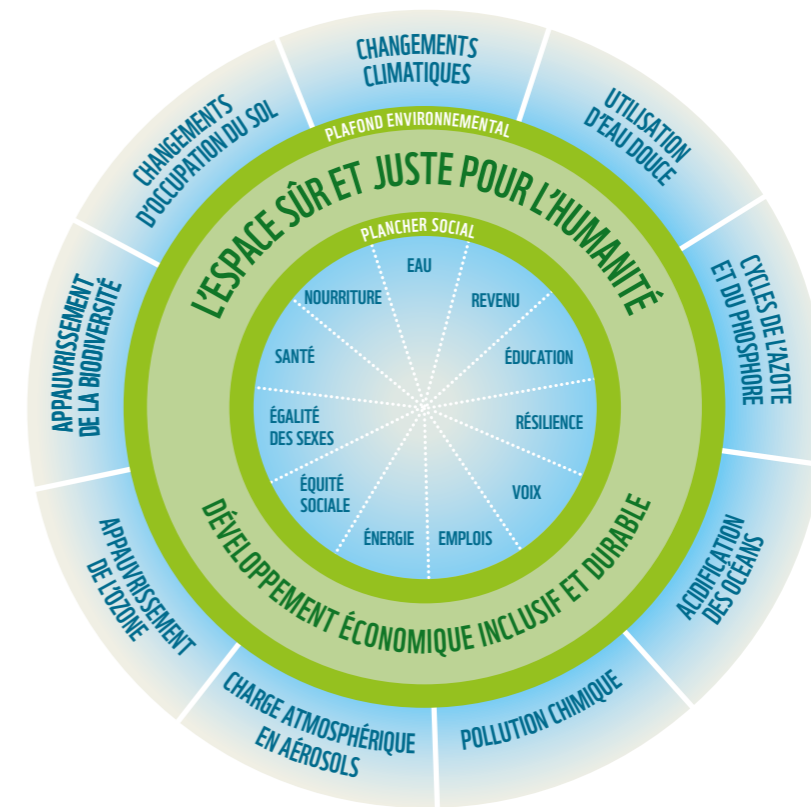
- Evolution jusqu'en 2009
- Limites de sécurité

Source : Johan Rockstrom



Empreinte écologique totale des cinq pays les plus importants
(Global Footprint Network, 2014).

- Chine
- États-Unis
- Inde
- Brésil
- Fédération de Russie
- Reste du monde



Un espace sûr et équitable pour l'humanité. À l'extérieur du Donut, il y a des points des zones de rupture dangereuses. L'intérieur représente des zones de privation inacceptables (Raworth, 2012).

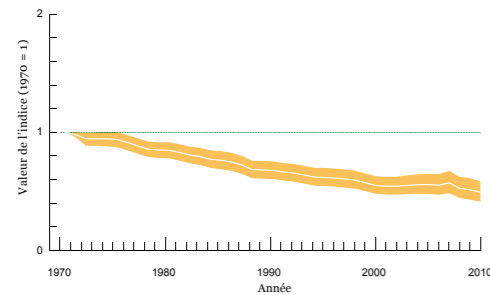
LES SEULS BON CHOIX



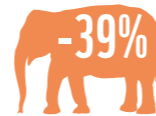
LA VISION STRATÉGIQUE DU WWF FRANCE

LA BIODIVERSITÉ DÉCLINE

L'Indice Planète Vivante® a baissé de moitié en 40 ans



ESPÈCES TERRESTRES



ESPÈCES D'EAU DOUCE



ESPÈCES MARINES



NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS

6 600 MILLIARDS D'US\$



Le coût estimé des dégâts environnementaux s'est élevé à 6 600 milliards d'US\$ dans le monde en 2008, soit l'équivalent de 11 % du PIB planétaire.

2 MILLIARDS



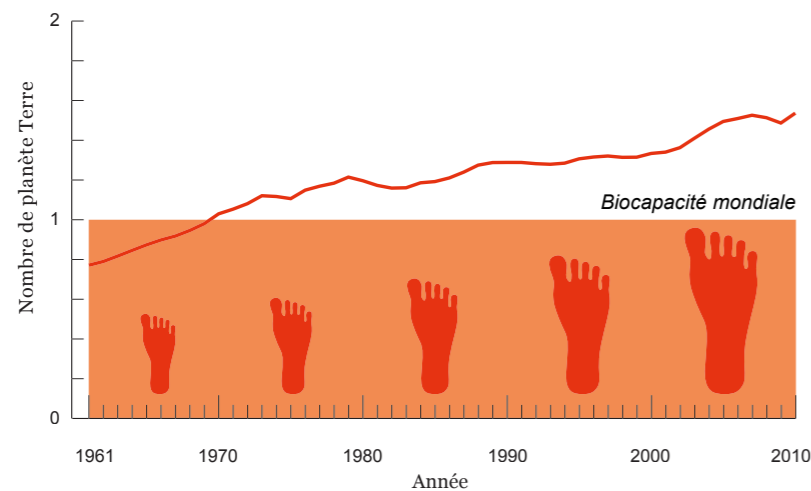
Les écosystèmes forestiers procurent un lieu de vie, des moyens de subsistance, de l'eau, du combustible, et de la nourriture à plus de 2 milliards de personnes.

>40 %



La demande mondiale d'eau douce devrait dépasser l'offre actuelle de plus de 40 %.

L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE DE L'HUMANITÉ AUGMENTE



— Empreinte écologique de l'humanité

■ Biocapacité mondiale

PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ

OBJECTIFS

- À partir de 2020, la biodiversité est protégée et bien gérée là où elle est le plus remarquable dans le monde.
- À partir de 2050, l'intégrité des écosystèmes naturels les plus exceptionnels est conservée.

ACTIONS MOYENS

- Préserver les écosystèmes (les espaces et les espèces) en démontrant leur intérêt socio-économique, en influençant les décideurs, en contribuant à créer des aires marines protégées, etc.

1. OUTRE-MER : POUR UNE ÉCONOMIE TROPICALE DURABLE AU SEIN D'UNE BIODIVERSITÉ RICHE ET FRAGILE.
2. ALPES : PRÉPARER L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES.
3. MÉDITERRANÉE MARINE : GÉRER DURABLEMENT UNE MER QUASI FERMÉE.
4. BIODIVERSITÉ - ESPÈCES - ESPACES : CONSERVER LA BIODIVERSITÉ DES ESPÈCES ET ESPACES MENACÉS.

FAIRE BAISSER L'EMPREINTE ÉCOLOGIQUE

OBJECTIFS

- Réduire d'ici 2020 l'empreinte écologique globale de l'humanité à son niveau de l'an 2000.
- À partir de 2050, l'empreinte écologique de l'humanité doit rester dans les limites des capacités de la terre.

ACTIONS MOYENS

- Revoir nos modèles de production et de consommation pour faire baisser :
 - l'empreinte carbone/énergie et l'empreinte eau ;
 - l'empreinte liée à la consommation de ressources naturelles comme le bois, les produits agricoles et les produits de la pêche.

1. PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES ET CERTIFIÉES, ÉCONOMIE CIRCULAIRE.
2. CLIMAT, ÉNERGIE, INFRASTRUCTURES DURABLES ET DÉCARBONÉES.

AFFRONTER
ENSEMBLE
LES DÉFIS
ÉCOLOGIQUES



SENSIBILISER, INFLUENCER, ENGAGER

Le WWF agit dans le monde entier pour conserver les écosystèmes et protéger les espèces. Et depuis plusieurs années, il s'est donné pour mission de promouvoir une transition énergétique plus respectueuse de l'environnement.

Face à des problématiques d'envergure planétaire qui menacent la biodiversité, il faut désormais agir globalement et donc repenser tous nos modes de consommation, de production et de déplacement.



ŒUVRER DANS LE MONDE ENTIER

Le WWF France continue à s'investir à l'autre bout du monde, en particulier au sein des écorégions prioritaires que son réseau international a identifiées. Aujourd'hui, avec l'Agence Française de Développement et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial, ses partenaires historiques,

le WWF France s'engage dans la protection de l'exceptionnelle biodiversité des pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie, en Ouganda, à Madagascar et au Vietnam.

Valoriser les services écosystémiques du massif des Ruwenzori

25
espèces endémiques
de plantes

Le Parc National du Massif des Ruwenzori en Ouganda (PNMR) s'étend sur 995 km² et s'étale de 1 600 à 5 109 m d'altitude. La zone abrite une biodiversité unique. Elle constitue l'une des plus riches forêts Afromontane, héberge des zones humides d'importance internationale classées site Ramsar et autres sites à haute valeur écologique (tourbières, calotte glaciaire, forêt tropicale, etc.). D'autre part, classé au patrimoine mondial de l'UNESCO, le massif des Ruwenzori constitue un véritable château d'eau pour les 2 millions de personnes qui vivent aux abords du parc ainsi que pour les nombreuses entreprises avoisinantes. Enfin, la zone est une destination de trekking internationalement reconnue.

18
espèces endémiques
d'oiseaux

Mais des menaces pèsent sur le territoire. Le changement climatique, tout d'abord, qui accroît les risques de catastrophes naturelles, modifie le régime hydrologique, mettant en péril les activités industrielles et agricoles, et fait baisser l'attractivité en faisant fondre les glaciers. La pression démographique, elle, génère une demande croissante en ressources naturelles et en terres agricoles, impliquant un défrichage toujours plus intense dans les pentes du bassin-versant. De même, l'exploitation non durable des terres provoque la sédimentation des cours d'eau, rend les berges instables et les sols de moins en moins fertiles. Quant au prélèvement des ressources dans le parc, il fragilise les habitats naturels entraînant la perte d'espèces. D'autant que les contrôles, via les patrouilles, ne sont pas assez fréquents et que le plan de gestion du Parc national ne peut être mis en œuvre, faute de moyens financiers suffisants.

12
espèces endémiques
de mammifères

C'est pourquoi, en partenariat avec le FFEM (Fonds français pour l'environnement mondial) et l'Union Européenne, le WWF a lancé un projet de financement durable du Parc national du Massif du Ruwenzori. L'objectif ? Faciliter la conservation de la biodiversité du PNMR par la mise en place d'outils de financement durable valorisant les services écosystémiques rendus par le parc. L'idée est de mobiliser le secteur privé au nom de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE), à savoir les entreprises riveraines qui profitent des services écologiques rendus par le parc, et de mettre en place un dispositif de paiement pour service environnemental (PSE). Les fonds récoltés permettront de mieux préserver les écosystèmes et d'améliorer notamment la qualité de l'eau des deux rivières (baisse de la turbidité) en faisant appel à la générosité des entreprises qui bénéficient du service hydrologique rendu par celles-ci. Concrètement, le projet vise à la signature d'accords financiers entre les entreprises et les agriculteurs pour la mise en place de pratiques agricoles améliorant le service hydrologique. Non seulement ce dispositif de paiement contribuera à préserver l'écosystème du parc, mais il profitera également à l'économie locale en faisant augmenter les revenus générés par le tourisme.



Le Parc national du Massif des Ruwenzori en Ouganda (PNMR).

© BRENT STIRTON / REPORTAGE BY GETTY IMAGES



Préserver les mangroves de la Manambolo à Madagascar

Madagascar possède environ 2% des mangroves dans le monde dont 60 000 hectares de mangroves continues. Ces forêts marines qu'on appelle aussi forêts bleues sont d'une importance cruciale pour les communautés locales qui vivent sur la côte. Elles fournissent nourriture, bois de chauffe et de cuisine ainsi que matériaux de construction pour les maisons. Quant à leurs plantes, elles sont utilisées dans la médecine traditionnelle.

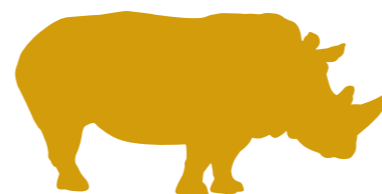
2%
des mangroves
du monde

De plus, les mangroves protègent l'intérieur des terres contre les dégâts cycloniques et l'érosion. Première ligne de défense contre le réchauffement climatique, elles filtrent l'eau et stockent le carbone à l'instar des forêts terrestres. C'est grâce à ces écosystèmes uniques, classés sites Ramsar, que poissons et invertébrés migrent vers les récifs et la haute mer, ils s'y réfugient pour se nourrir et se reproduire. De même, les mangroves stabilisent et renouvellent les sédiments, elles absorbent les polluants et les excédents.

Malheureusement, le changement climatique, leur exploitation non durable, le recours à des techniques de pêche inadaptées, le manque de structuration de la filière pêche ainsi que la déforestation et la dégradation des habitats menacent les mangroves et avec elles, l'ensemble des services écosystémiques qu'elles rendent aux communautés côtières. D'autant que le manque de structure des filières conduit à des conflits intra et inter-communautaires, à une désorganisation et à une absence de cohésion sociale, ainsi qu'à un manque de capacités locales, soit, un dysfonctionnement global qui génère au final un immense manque à gagner. C'est pourquoi, avec l'Agence française pour le développement (AFD), le WWF a initié un vaste projet de conservation ayant pour finalité de préserver la biodiversité et les services écosystémiques des mangroves de Manambolo tout en offrant des bénéfices socio-économiques aux communautés locales environnantes.

Afin de protéger au moins 50% des mangroves denses et de parvenir à restaurer 15% des sites dégradés de la Manambolo, le cœur du projet consistera à structurer et à améliorer les filières « crabes et poissons » pour augmenter les revenus générés. En effet, la filière crabe représente un gros potentiel encore sous-exploité (7 500 tonnes/an contre 2 500 tonnes/an actuellement). Au cours des trois dernières années, la demande en forte hausse a fait monter les prix sur le marché international. En structurant mieux la filière et en améliorant les techniques de pêche et de stockage, non seulement la ressource sera mieux préservée, mais l'activité générera plus de bénéfices économiques pour l'ensemble de la filière. À terme, le projet vise également à intégrer la gestion des mangroves dans les politiques régionales.

60 000
hectares de mangroves
continues



Faire reculer le trafic de cornes de rhinocéros au Vietnam

Très recherchée au Vietnam, bien que son commerce soit illégal, la corne de rhinocéros se vendrait plusieurs dizaines de milliers d'euros par kilogramme. Elle est très prisée en médecine traditionnelle en raison d'une croyance populaire qui lui accorde de nombreuses vertus alors qu'elle n'a aucune valeur scientifique pour la médecine. D'autre part, dans un pays ayant connu une croissance économique rapide, dans lequel le pouvoir d'achat s'est accru et le culte de l'apparence est en plein essor, la corne de rhinocéros symbolise le pouvoir, la réussite, le succès et permet d'affirmer son statut social.

1215
rhinocéros tués en
2014

+21%
par rapport à 2013

Bien que le commerce international de corne de rhinocéros soit interdit depuis 1977 par un traité international pour la protection de la faune (CITES), le Vietnam, grand consommateur, est dans le collimateur de la communauté internationale qui l'accuse de ne pas lutter suffisamment contre un trafic qui conduit à une intensification du braconnage en Afrique du Sud.

Comme les éléphants pour leur ivoire, les rhinocéros y sont victimes, depuis cinq ans, d'un braconnage sans précédent pour leurs cornes. En 2014, 1 215 rhinocéros ont été tués par des braconniers selon le gouvernement sud-africain, ce qui représente une augmentation de 21% par rapport à l'année précédente. Face à cette menace, le WWF et l'AFD ont lancé un projet innovant qui a pour finalité ultime de faire baisser la demande de cornes de rhinocéros de 50% au Vietnam d'ici 2020. Comment ? Tout d'abord, en mobilisant des leviers de changements forts, à savoir, des Organisations de la société civile (OSC) et des personnes influentes auprès des consommateurs de cornes de rhinocéros (dirigeants d'entreprises, leaders d'opinion, personnalités gouvernementales, icônes culturelles...) afin qu'ils deviennent les ambassadeurs de notre cause. Le but est de parvenir à faire changer les mentalités pour que les consommateurs renoncent aux cornes de rhinocéros. Ces dernières ne doivent plus être un achat en vogue assimilé au luxe, au prestige ou à la réussite, mais doivent être considérées comme un achat immoral parce qu'illégal, irresponsable, voire, une faute de goût. De même, la corne de rhinocéros ne doit plus être perçue comme un produit aux vertus médicinales mais comme un remède inutile relevant de la charlatanerie.

AGIR POUR LE CLIMAT

L'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère crée un changement climatique. Pour le WWF, toute la question est aujourd'hui de savoir comment adapter nos modes de vie à ce changement.

La marche pour le climat



Le 23 septembre dernier à New York, à la veille de l'assemblée générale pour un sommet extraordinaire sur le climat, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a invité les chefs d'État à se réunir. À quinze mois de la Conférence de Paris, où les 195 pays de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques ont rendez-vous pour signer le premier accord global impliquant tous les grands émetteurs de gaz à effet de serre, Ban Ki-moon voulait donner un élan politique à des négociations toujours aussi difficiles.

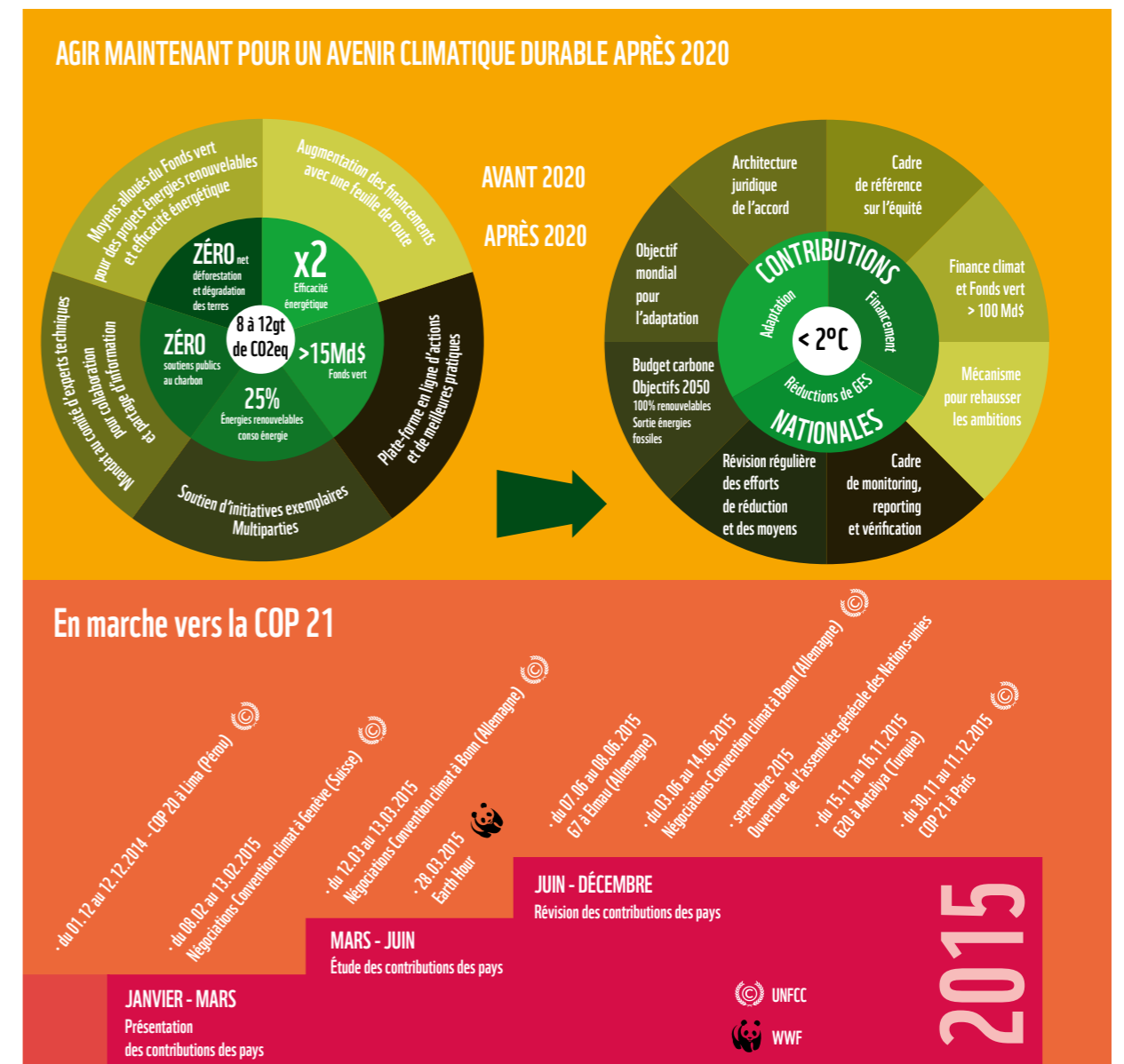
En amont du Sommet sur le Climat du secrétaire général des Nations unies, la société civile s'est mobilisée le dimanche 21 septembre dans des villes du monde entier pour demander aux chefs d'État des engagements à la hauteur d'une limitation de la hausse de la température moyenne mondiale bien en dessous de 2 °C. New York, ville organisatrice du sommet, a rassemblé près de 400 000 personnes. À Londres, Berlin ou encore Paris, le même jour, des milliers de voix se sont élevées pour démontrer qu'un meilleur avenir est possible par ces engagements. Avec des centaines d'actions menées dans le monde, cette date a donné l'élan nécessaire pour la construction en 2015 d'un agenda sur le climat crédible et ambitieux, pour les peuples et la planète. Le WWF a bien entendu pris part à cette grande manifestation citoyenne afin de rehausser les ambitions des gouvernements.



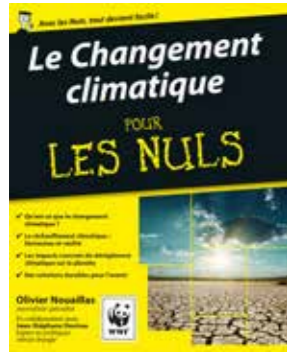
Marche pour le climat, Paris, septembre 2014.

© CLOTILDE RICHALET

De Lima à Paris : 365 jours pour construire un accord mondial sur le climat



Le changement climatique pour les nuls



Expliquer, convaincre, agir, ces trois maîtres mots caractérisent l'ouvrage du WWF, rédigé par Olivier Nouaillas, journaliste spécialisé sur les questions d'environnement et préfacé par Jean Jouzel, climatologue, vice-président du GIEC et colauréat du prix Nobel de la paix 2007 :

- expliquer le changement climatique en vulgarisant sa complexité ;
- convaincre sans tomber ni dans la culpabilisation ni dans le catastrophisme ;
- agir pour les générations futures sans tout attendre des États et des gouvernements.

Le livre, unique en son genre, permet avec humour et pédagogie de faire le point sur la situation réelle de notre planète et de montrer à chacun qu'il est encore temps d'agir pour les générations futures.

Earth Hour City Challenge



Depuis 2012, le WWF organise un concours à l'adresse des villes du monde entier qui récompense les modèles urbains inspirants et exemplaires en matière de lutte contre le changement climatique.

L'objectif : mobiliser et encourager les villes à développer des actions ambitieuses en faveur de la transition écologique pour construire un futur climatique durable.

En parallèle, le WWF a invité les citoyens du monde à prendre part au concours. Via la campagne *We Love Cities*, déployée en parallèle sur les réseaux sociaux, le WWF leur proposait de voter pour leur ville favorite.

Le public avait aussi la possibilité de suggérer des idées pour que les villes deviennent encore plus durables.

Si la campagne *We Love Cities* avait pour objectif principal d'inspirer et de sensibiliser aux initiatives menées par les villes pour un aménagement plus durable, celle-ci n'a aucune influence sur la sélection du jury international de Earth Hour City Challenge qui se base, lui, uniquement sur les données fournies par les villes sur la plate-forme de reporting officielle (cCR).

163
VILLES

17
PAYS

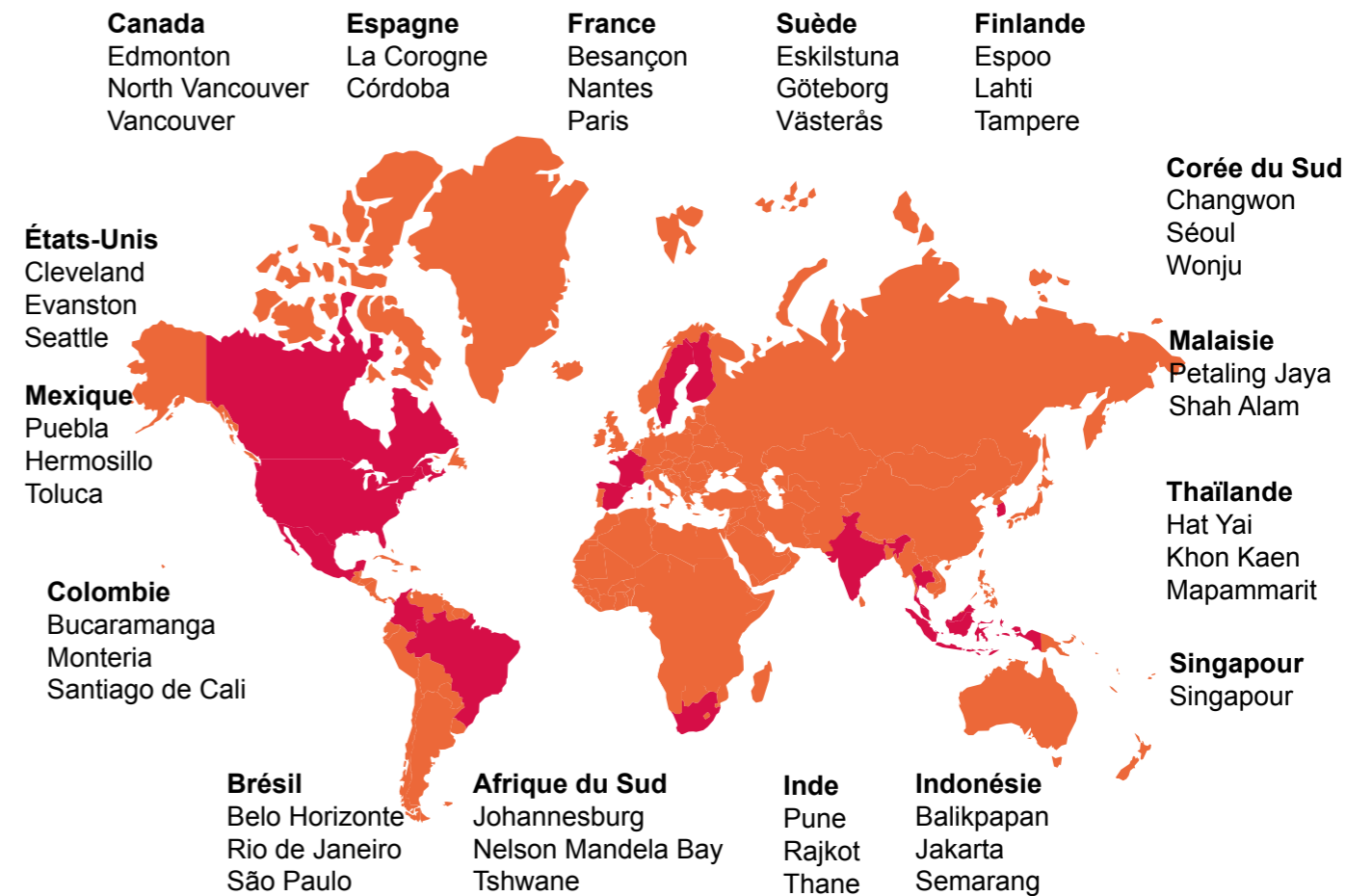
163 villes, représentant 17 pays, se sont inscrites cette année, 46 agglomérations finalistes ont été sélectionnées en fonction des programmes qu'elles présentaient.

En France, Paris, Nantes et Besançon sont arrivées grandes finalistes de la compétition Earth Hour City Challenge.

C'est finalement la ville de Séoul qui a remporté la compétition Earth Hour City Challenge 2015. Le jury international a en effet décerné son prix international à la capitale de la Corée du Sud pour son approche globale et ambitieuse en matière de lutte contre le changement climatique et de développement ambitieux des énergies renouvelables.

Véritable modèle de développement en Asie du Sud-Est, la ville de Séoul se donne pour objectifs de réduire ses émissions de 10 millions de tonnes et d'atteindre un taux d'indépendance électrique de 20 % d'ici 2020. Pour cela, la ville encourage ses habitants à développer l'énergie solaire et travaille dur pour réduire les émissions liées au transport en développant les carburants propres, les programmes d'auto-partage, les infrastructures telles que les couloirs de bus.

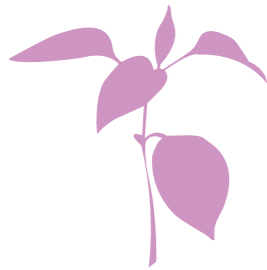
Les 46 villes finalistes



TRANSFORMER LES MARCHÉS

Le WWF poursuit son « Initiative globale de transformation des marchés » avec toujours le même objectif : influencer sur l'exploitation

des matières premières naturelles en agissant au niveau des chaînes d'approvisionnement. Ses deux priorités ? Faire émerger des standards de production agricole et d'utilisation des ressources plus soutenables et engager les principaux donneurs d'ordres à recourir à ces standards dans leurs politiques d'approvisionnement.



Interpeller sur la problématique du soja

Ces 50 dernières années, la production du soja a décuplé, passant de la somme de 27 à 267 millions de tonnes.

De par sa teneur en protéines élevée et sa valeur énergétique, le soja joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement alimentaire mondial. Cependant, l'accroissement de sa production a un prix : des millions d'hectares de forêt, de prairie et de savane ont été directement ou indirectement convertis en terres agricoles.

1

MILLION DE KM²,
C'EST LA SUPERFICIE
DÉDIÉE À LA CULTURE
DU SOJA DANS LE
MONDE

Pour traiter de l'étendue de ce problème, de ses mécanismes et du rôle que nous avons tous à jouer pour mettre en place des solutions, en novembre 2014, le WWF publie « *Le boom du soja, l'essor du soja, impacts et solutions* ».

Résolu à proposer des solutions concrètes, ce rapport démontre comment chacun d'entre nous peut contribuer à la transition vers une industrie du soja plus responsable, des producteurs aux consommateurs, en passant par les négociants/traders, les acheteurs, les distributeurs, les institutions financières, les gouvernements et les organisations non gouvernementales !

Le WWF a également publié une enquête soja afin d'évaluer la politique d'approvisionnement direct ou indirect en soja de 88 entreprises dans cinq pays européens : le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la France.

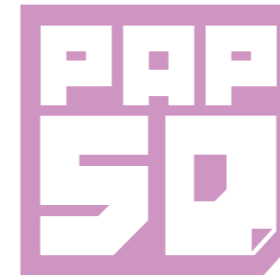
93%

DU SOJA MONDIAL
EST PRODUIT DANS
SEULEMENT SIX PAYS:
LE BRÉSIL, LES ÉTATS-
UNIS, L'ARGENTINE,
LA CHINE, L'INDE ET LE
PARAGUAY

L'objectif, via ce classement, n'était pas de fustiger les mauvais élèves, mais bel et bien de les stimuler en leur montrant que d'autres sont parvenus à faire évoluer leurs pratiques et qu'il ne tient qu'à eux de progresser. Il s'agissait de créer de l'émulation, soit l'envie de se surpasser ou tout simplement de rattraper le niveau des autres.

Force est de constater qu'en France, aucune entreprise interrogée n'a pris d'engagement suffisant et aucune n'a établi de politique pour couvrir 100 % de ses approvisionnements en soja responsable à une échéance précise. C'est bien sûr un résultat très décevant, d'autant que dans les autres pays européens, nous observons des entreprises très engagées et les acteurs français risquent de se retrouver à la traîne.

Le WWF compte réitérer cet exercice pour encourager les entreprises à prendre des engagements dès à présent et évaluer les progrès réalisés à l'avenir.



1million
DE TONNES DE PAPIERS
EST CONSOMMÉ
CHAQUE JOUR
DANS LE MONDE

71
INDICATEURS

Évaluer la politique papier du secteur Banque & Assurance

Dans le monde, un million de tonnes de papier sont consommées chaque jour et la demande globale continue de croître. Dans certaines régions, la production et la récolte de bois à destination du papier menacent des écosystèmes d'une valeur inestimable. Cette situation ne rend que plus urgente l'adoption d'une consommation responsable de papier dans les entreprises, collectivités et institutions.

Avec ses 71 indicateurs, le Baromètre PAP 50 a pour objectif d'évaluer la politique papier des grandes entreprises, collectivités ou institutions implantées en France. L'objectif ? Inciter les acteurs, via un classement, à améliorer leur performance environnementale (politique d'achat responsable, maîtrise de la consommation de papier et recyclage de tous les déchets papier). Quatre ans après sa première édition, l'étude PAP50, publiée par le WWF France et Riposte Verte, avec le soutien de Paprec Group¹, a décidé, cette année, de se pencher sur le secteur des banques et assurances.

Principaux enseignements du baromètre papier 2014 sur le secteur Banque & Assurance :

1. Le secteur Banque & Assurance montre une performance environnementale globale insuffisante.
Avec une note de 73/100, AXA tire plutôt bien son épingle du jeu alors que plus de la moitié de l'échantillon obtient un score inférieur à la moyenne.
2. Avec 49 kg/ETP pour les sièges sociaux et 58 kg/ETP sur les autres sites hexagonaux, la consommation de papier du secteur Banque & Assurance se situe dans la moyenne française qui est de 55 kg/ETP.
3. Dans le secteur Banque & Assurance, le papier responsable (100 % recyclé ou certifié FSC) ne représente que 27 % des achats de papiers ramettes et 21 % des papiers de communication externe.
4. Un effort de recyclage à généraliser.
Dans le secteur Banque & Assurance, seules 17 entreprises sont en capacité de fournir les tonnages collectés.
5. Les bonnes pratiques sont trop limitées au siège social ou au recyclage de papier ramette.
Dans le secteur Banque & Assurance, les entreprises les plus performantes sont celles qui déclinent leurs bonnes pratiques sur l'ensemble de leurs sites hexagonaux.



1/3

**DES PRODUITS DE
CONSUMMATION
COURANTE CONTIENT DE
L'HUILE DE PALME OU L'UN
DE SES DÉRIVÉS**

Alerter sur la problématique de l'huile de palme

Afin de promouvoir l'huile de palme durable, le WWF a réalisé une vidéo intitulée *Unseen*. Présentée sous la forme d'une bande-annonce de thriller, la vidéo invite le spectateur à s'interroger sur la question de l'huile de palme et renvoie finalement ce dernier sur un microsite. Là, la problématique de l'huile de palme lui est exposée en détail et on lui propose d'agir en interpellant les industriels, via tweeter, sur leur politiquement d'approvisionnement.

En effet, l'huile de palme est une huile bon marché que l'on retrouve aussi bien dans l'alimentation transformée que dans les cosmétiques voire l'alimentation animale. Elle est issue du palmier à huile dont la culture en pleine expansion représente aujourd'hui la principale cause de déforestation en Asie du Sud-Est. Les palmeraies menacent les dernières forêts tropicales naturelles abritant les orangs-outangs, les éléphants de Sumatra ou encore les dernières populations de tigres.

En outre, les tourbières asséchées et les forêts brûlées au profit des cultures de palmiers libèrent d'énormes quantités de gaz à effet de serre, jusqu'alors naturellement stockés, dans l'atmosphère.

<http://unseenthemovie.com/fr>



FISHFORWARD

Fish Forward, consommer au Nord sans nuire au Sud

Cette année, le WWF a lancé Fish Forward, un projet financé sur 3 ans par la Commission européenne qui rassemble 11 pays européens et invite l'ensemble des acteurs à se questionner sur ce qu'il se passe au-delà de nos frontières et de nos côtes.

En effet, tandis que l'Europe est le plus grand importateur de produits de la mer au monde, 50% de ces importations proviennent de pays en voie de développement. Il est donc important de responsabiliser les comportements d'achats pour limiter les impacts sur les écosystèmes et sur les communautés qui dépendent de la pêche dans ces pays.

À travers le projet Fish Forward, le WWF s'est donc donné pour mission de fournir de l'information aux consommateurs, aux entreprises et aux pouvoirs publics. Ainsi, chacun aura la possibilité d'agir sur la réduction de la pauvreté et la protection des écosystèmes pour devenir, enfin, acteur de sa consommation.



Promouvoir la certification MSC en Méditerranée via le projet MedFish

Le WWF continue de soutenir l'écolabel MSC – Marine Stewardship Council – qui constitue aujourd'hui un bon indicateur de produits pêchés de façon responsable et durable. Il permet aux entreprises de transformation, aux détaillants et aux consommateurs d'acheter leur poisson tout en faisant un choix écologiquement responsable, car il est basé sur les principes édictés par le « code de conduite pour une pêche responsable » de la très légitime FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).

Mais tandis que 80% des stocks évalués y sont surexploités, le label MSC est totalement absent des eaux méditerranéennes. Avec l'organisme MSC, le WWF a donc décidé de lancer le projet MedFish, le but étant d'accompagner les pêcheries de Méditerranée sur la voie de la certification. Dans un premier temps, il s'agira de permettre aux pêcheries d'améliorer leurs pratiques pour atteindre le niveau requis par la certification. En un second temps, l'objectif sera de pousser ces mêmes pêcheries à entrer en évaluation. En parallèle, le processus de certification MSC étant un processus ouvert où toutes les parties prenantes sont invitées à transmettre leurs informations, nous continuons à alerter les organismes de certification sur certains aspects et veillons à la juste interprétation des critères MSC. De même, en France, nous suivons les certifications en cours avec, par exemple, l'organisation FROM Nord pour la sole ou encore la Scapêche pour les espèces d'eau profonde.



LiveWell (Low Impact Food in Europe), est un projet financé par le Programme pour l'Environnement LIFE+ de l'Union européenne qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par la chaîne d'approvisionnement alimentaire et à proposer un régime alimentaire durable et équilibré au sein des pays de l'Union européenne.

Le projet LiveWell pour une alimentation durable

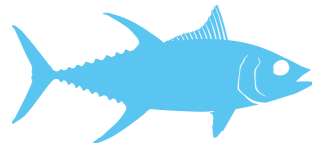
Lancé en 2011, le projet LiveWell, mis en œuvre par les bureaux européens (WWF-EPO) et britanniques du WWF (WWF-UK), ainsi que l'association Friends of Europe, s'est clôturé à Bruxelles le 11 décembre 2014 lors d'une conférence intitulée « Alimentation durable : catalyser le changement ».

L'événement a rassemblé des experts des secteurs de la santé publique, de l'environnement et de l'alimentation venant aussi bien d'organisations de la société civile que d'organismes publics ou du secteur privé. L'occasion pour eux de discuter des tendances à l'œuvre au sein du système alimentaire européen et global ainsi que ses effets sur la santé des populations et l'environnement. Enfin, la rencontre a également permis de présenter le rapport final issu du projet dans lequel sont exposés les principaux résultats, notamment les recommandations en matière de politiques visant à encourager des choix alimentaires plus durables. Préfacé par Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, le rapport sonne comme un manifeste appelant l'ensemble de la chaîne alimentaire à mettre en œuvre des politiques concrètes pour contribuer à des régimes alimentaires équilibrés et durables.

PROTÉGER LA MÉDITERRANÉE

Le bassin méditerranéen est une région géographique prioritaire pour le WWF qui n'a cessé d'y développer ses activités. L'initiative Marine

Méditerranéenne, lancée en 2007 et visant la mise en œuvre d'une gestion écosystémique exemplaire commence à porter ses fruits...



Le thon rouge se porte mieux

Alors qu'il était au bord de l'effondrement dans les années 2000, les chercheurs sont formels, le stock de thon rouge est actuellement en bonne voie de récupération. Et le WWF n'est pas pour rien dans ce succès.

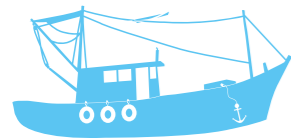
En effet, dans les années 2000, l'emballement de la surpêche fait craindre l'effondrement de la population de thon rouge en Atlantique et Méditerranée.

Le WWF décide alors de porter sur le devant de la scène l'état alarmant de la situation. Une forte mobilisation internationale voit le jour, relayée par le prince Albert II de Monaco et sa Fondation qui convainquent les restaurateurs et commerçants de la principauté de ne plus vendre ce poisson au bord de l'extinction et qui contribue à informer et à mobiliser le grand public sur la question.

En 2010, à la Conférence de Doha, le gouvernement monégasque demande officiellement l'inscription du thon rouge à l'annexe I de la CITES, Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ce qui conduirait à l'interdiction du commerce international de l'espèce. Le Japon, qui représente 80% de la consommation mondiale de thon rouge, exerce un puissant lobbying qui conduit finalement à un vote négatif de la CITES. Mais les débats et la couverture médiatique internationale à propos de ce vote ont considérablement renforcé la prise de conscience de tous les acteurs de la filière et conduit l'ICCAT (la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique) à abaisser les quotas de pêche de 28 500 tonnes à 12 900 tonnes par an, s'alignant ainsi sur les recommandations des scientifiques et des acteurs de la conservation.

Des mesures qui ont permis à l'espèce de souffler. Aujourd'hui, sa biomasse s'élèverait à près de 585 000 tonnes, soit quatre fois plus que le niveau constaté au milieu des années 2000. Si le WWF se réjouit de ces résultats prometteurs, il invite à la prudence, rappelant que pour le moment, les chiffres très optimistes du SCRS ne sont qu'une estimation. Il faudra attendre 2016 pour une évaluation réelle de l'état des stocks.

x4
SA BIOMASSE A
QUADRUPLE DEPUIS LES
ANNÉES 2000



Les aires marines protégées profitent aussi aux pêcheurs

Si l'on savait que les aires marines protégées¹ permettaient de protéger durablement le milieu marin, on prend aujourd'hui conscience que ce faisant, elles constituent également le moyen d'améliorer les pratiques de pêche et protégeant la ressource, d'augmenter les revenus des pêcheurs. En effet, en juin 2014, une étude² du WWF, chiffres à l'appui, démontre comment la création et la gestion d'aires marines protégées côtières (AMP) en Méditerranée, impliquant des pêcheurs dès le début du processus, a abouti à des exemples de coexistence réussie entre les intérêts des pêcheurs et ceux de la conservation du milieu marin, comme dans l'AMP de Torre Guaceto en Italie, la réserve naturelle des Bouches de Bonifacio, la réserve naturelle de Scandola, le Parc national de Port-Cros, le Parc marin de la Côte bleue en France ou encore la réserve de pêche des Columbretes en Espagne.

1. Aires marines protégées (AMP) : espaces délimités en mer où l'homme, et notamment les usagers locaux, se fixent des objectifs de protection de la biodiversité et des écosystèmes à long terme. Il s'agit d'un mode de gestion et de préservation des ressources halieutiques reconnu comme l'un des plus efficaces.

2. WWF, L'engagement des pêcheurs dans les aires marines protégées de Méditerranée, un élément clé du succès de la gestion de la pêche artisanale, juin 2014.



Thon rouge (*Thunnus thynnus*) dans les eaux méditerranéennes.

87 500 km²

Dans ces sites, les efforts de conservation ont abouti à des rendements de pêche stabilisés ou en augmentation, comme le confirment les séries de données scientifiques sur plusieurs années. Ces résultats encourageants doivent maintenant être démontrés dans une plus large proportion, des centaines d'AMP côtières existant en Méditerranée.

Cette approche constitue l'une des solutions permettant d'avancer vers des pêcheries durables en Méditerranée et d'autres parties du globe.

Le WWF espère que sa publication contribuera à cet effort commun en montrant que les AMP peuvent bénéficier à la pêche artisanale sur le long terme et représentent un outil important pour le futur, en complément des autres outils régionaux de gestion de la pêche.

Le WWF lance un appel pour le sanctuaire PELAGOS

Le sanctuaire Pelagos est un espace maritime de 87500 km² faisant l'objet d'un accord entre l'Italie, Monaco et la France pour la protection des mammifères marins qui le fréquentent. Les menaces présentes dans cet habitat sont surtout les possibles collisions avec les navires qui transitent dans ce large espace, la pollution et la surpêche.

Première aire transfrontalière de la Méditerranée destinée à la protection des mammifères marins, l'étendue de son territoire, bien au-delà de la zone côtière des trois pays, en fait l'un des plus gros défis de conservation jamais lancé en Méditerranée.

Le statut d'aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne (ASPIM), attribué au sanctuaire en 2002, révèle l'importance de l'aire protégée pour la protection de la biodiversité marine du bassin méditerranéen. Mais ce statut est actuellement en cours de révision. Dans l'hypothèse, qui n'est pas irréaliste, de la remise en cause de ce statut, Pelagos deviendrait le symbole de l'incapacité des États à s'accorder et travailler conjointement pour protéger notre capital marin.

C'est pourquoi, en mars 2015, le WWF a lancé un appel conjoint aux États parties en leur adressant deux demandes claires :

1. Retrouver l'ambition qui a conduit à la création en 1999 du sanctuaire Pelagos et lui donner un nouvel élan en augmentant les ressources nécessaires à son bon fonctionnement et en améliorant sa gouvernance pour une vraie gestion internationale.

2. Renforcer leur collaboration et honorer leurs engagements internationaux.

Les ONG signataires de l'appel³ ont déclaré qu'elles étaient prêtes à apporter tout l'appui nécessaire aux gouvernements et à proposer des pistes d'amélioration pour mener à bien cet effort indispensable à la survie du sanctuaire Pelagos qui protège à lui seul près de 4 % du bassin méditerranéen et accueille de nombreuses espèces symboliques comme le rorqual commun, le grand cachalot et plusieurs espèces de dauphins.

Aujourd'hui, moins de 5 % de la Méditerranée sont protégés et ce, malgré l'engagement international (objectifs d'Aichi de la Convention sur la diversité biologique et la Convention de Barcelone) d'atteindre 10 % de protection de la Méditerranée. Sans le sanctuaire Pelagos, cette protection atteindrait à peine 1 %...

25%
du trafic maritime
mondial est concentré
en Méditerranée

Anticiper les menaces de demain pour mieux y faire face

En Méditerranée plus qu'ailleurs, le développement massif et incontrôlé des activités humaines touche durement les écosystèmes soumis à une forte pression démographique. La Méditerranée concentre 25 % du trafic maritime mondial alors qu'elle représente moins de 1 % de la superficie globale des océans. Sa situation géographique privilégiée et sa richesse biologique exceptionnelle font du bassin méditerranéen un pôle d'attraction économique fort.

De même, la Méditerranée recèle des gisements d'hydrocarbures profonds et ultra-profonds dont l'exploitation constituerait, sur cette minuscule mer semi-fermée, un risque majeur pour les écosystèmes et les activités économiques qui en dépendent (tourisme, pêche, aquaculture, etc.).

C'est pourquoi le WWF France a lancé avec ses partenaires⁴ le projet MedTrends. Ce dernier vise essentiellement à cartographier les projections de croissances économiques maritimes afin d'illustrer le scénario intégré le plus probable du développement de la zone.

L'étude transnationale englobe l'ensemble des pays européens de la Méditerranée (Croatie, Chypre, France, Grèce, Italie, Malte, Espagne et Slovénie) et se projette sur les 15 prochaines années.

Les premières conclusions de cette étude inédite seront publiées en septembre 2015 mais quelques tendances lourdes se dégagent d'ores et déjà.

Si une croissance significative de l'ensemble des secteurs de l'économie maritime est attendue à l'horizon 2030, à l'exception de la pêche professionnelle, capturer l'ensemble des interactions entre ces secteurs, les pressions qu'ils exercent et les impacts cumulatifs générés demeure difficile. On constate déjà des antagonismes sectoriels forts, notamment entre les secteurs qui dépendent des services rendus par les écosystèmes et les autres. De même, des divergences politiques fortes pourraient émerger : indépendance énergétique contre économie littorale. Dès lors, le risque est grand de ne pas atteindre « le bon état écologique » du milieu marin, objectif que s'est fixé la directive-cadre stratégie pour le milieu marin⁵ d'ici 2020.

3. Greenpeace (France et Italie), UICN, WWF (France, MedPO & Italie), Bloom, Éco-Océan Institut, Fondation Nicolas Hulot, France Nature Environnement, MedPAN, Planète Mer, Sea Shepherd, Souffleur d'Écume, Surfrider Foundation, Tara, Fondation Prince Albert II de Monaco, MC2D, Ecopolis, AMPN (Association monégasques pour la protection de la nature), Tethys Research Institute, Legambiente, Marevivo, Eulabor Institute

4. Partenaires : WWF-MedPO, WWF-Grèce, WWF-Espagne, WWF-Italie et Nature Trust Malta
Partenaires associés : WWF Baltic Programme, Plan Bleu et Association MedPAN

5. Directive-cadre stratégie pour le milieu marin (2008/56/CE, DCSMM) : l'atteinte ou le maintien d'un bon état écologique du milieu marin à l'horizon 2020.

PRÉSERVER LE PATRIMOINE MÉTROPOLITAIN

Le WWF est pleinement engagé pour préserver la biodiversité, les espaces et les espèces. Que ce soit par la gestion locale de territoires remarquables qui les abritent, par la recherche d'une meilleure cohabitation avec les activités humaines dans un espace donné, ou encore par la réduction

de pressions s'exerçant directement sur elles, la conservation des espèces nécessite des politiques cohérentes à toutes les échelles.



Sauver les bouquetins du Bargy

En automne dernier, face à la menace d'extermination de l'ensemble de la population des bouquetins du Bargy, le WWF s'est fortement mobilisé.

En effet, suite à deux cas de brucellose dans le massif du Bargy, les bouquetins, réservoirs silencieux de la bactérie, sont incriminés. Craignant que cette maladie contamine le cheptel bovin et rende le reblochon fabriqué avec le lait des vaches impropre à la consommation, 251 bouquetins de plus de 5 ans sont abattus, sur ordre de l'État, à l'automne 2013. Mais alors que cette opération a eu pour effet de disséminer la maladie, le préfet de Haute-Savoie persiste et réclame l'éradication de la totalité des bouquetins du Bargy.

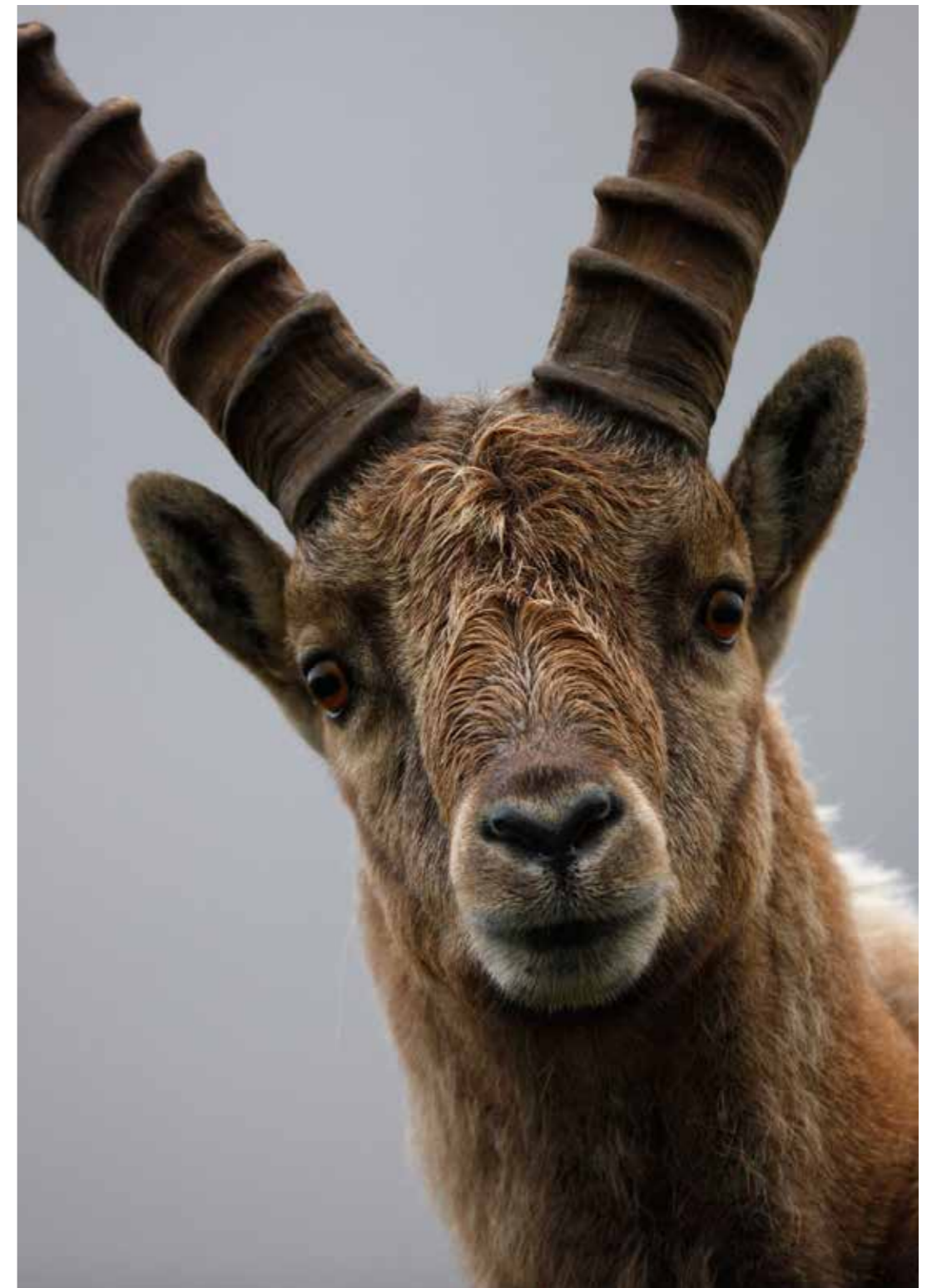
Le WWF fait alors entendre sa voix.

Siégeant au CNPN, Conseil national de protection de la nature, il contribue activement à l'élaboration des recommandations scientifiques du conseil.

En parallèle, le WWF lance une campagne médiatique, interpellant directement le préfet de Haute-Savoie pour lui demander de renoncer à sa demande d'abattage.

En effet, le WWF s'oppose farouchement à cette extermination aveugle des populations de bouquetins et entend démontrer qu'il existe des alternatives pour écarter la menace de la brucellose. Nos recommandations sont claires : il faut attendre les résultats du prochain rapport de l'ANSES (Agence de sécurité sanitaire), prenant en compte la nouvelle situation après le premier abattage de l'automne dernier avant de lancer toute opération de mise à mort dans la population de bouquetins. Le WWF réclame également une réévaluation de la gestion de cette maladie et plaide pour un abattage sélectif, préservant les bouquetins sains. De même, le WWF préconise le recours à un vaccin – il en existe un pour les moutons et les chèvres, mais ses effets sur le bouquetin sont inconnus. Une solution similaire a été appliquée à d'autres espèces animales, notamment renards et sangliers, et a relativement bien fonctionné. Pourquoi ne pas l'expérimenter sur les bouquetins ?

À la suite des débats du Conseil national de protection de la nature tenu à Paris le 20 novembre 2014, le WWF obtient gain de cause : la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, exige que le protocole d'éradication de la brucellose des bouquetins du Bargy soit revu, afin d'intégrer les dernières données scientifiques disponibles...



Bouquetin des Alpes (*Capra ibex ibex*).

Réintroduire des ours pour pérenniser l'espèce



53 000
euros d'indemnités

À l'occasion de l'anniversaire de la mort de l'ours Cannelle, le WWF a tenu à rappeler aux décideurs l'urgence de réintroduire des femelles pour permettre la pérennité de l'espèce dans les Pyrénées occidentales.

En effet, il y a dix ans, le 1^{er} novembre 2004, Cannelle, ours femelle, tombait sous les balles d'un chasseur. Depuis, la population d'ours dans les Pyrénées occidentales est réduite à deux ours mâles : le fils de Cannelle et Néré, son père, d'origine slovène. Or, sans femelle, comment perpétuer l'espèce ?

Malgré la promesse de relâcher une ourse en 2011, l'État est revenu sur sa décision, condamnant inéluctablement les ours du Béarn à disparaître. C'est pourquoi le WWF a interpellé la ministre de l'Écologie, Ségolène Royal, dans les médias pour lui demander de réintroduire des femelles afin de sauver une espèce emblématique pour le territoire des Pyrénées.

Rappelons que le WWF soutient depuis plus de trente ans la conservation des ours dans les Pyrénées et les associations FERUS (première association pour la protection de l'ours, du loup et du lynx en France) et le FIEP (Fonds d'intervention éco-pastoral), qui œuvrent pour éviter l'extinction de l'espèce. Mis en examen pour destruction d'espèce protégée, le chasseur qui a tiré sur Cannelle a été condamné à verser 11000 euros d'indemnités aux parties civiles et l'association de chasse dont il était membre a dû dédommager le WWF à hauteur de 53 000 euros au titre des préjudices moraux et écologiques subis.

Cannelito - 11 ans - Béarn

Descriptif : Jeune Pyrénéen, orphelin de mère, grand, brun, recherche compagne pour vie à deux et fonder une famille.
contact: cannellito64@yahoo.fr

Silhouette	Plutôt massive
Cheveux	Brun
Enfants	Aucun pour l'instant, hélas
Trait de caractère	Enjoué
Sorties	Nocturnes
Hobbies	Longues randonnées montagnardes, pêche et gastronomie

Ce profil vous intéresse?

Madame la Ministre de l'Écologie,
Il y a 10 ans, Cannelle, dernière ourse du Béarn, était tuée par un chasseur.
La survie de l'ours dans les Pyrénées ne pourra se faire que par la réintroduction de femelles afin d'éviter l'extinction de l'espèce. C'est urgent dans les Pyrénées occidentales et indispensable dans les Pyrénées centrales.

Madame la Ministre, donnez des femelles à nos ours !



Préserver le joyau alpin



Dans les 20 prochaines années, on s'attend à ce que le transit alpin augmente de 100 % pour le fret et 50 % pour le trafic de passagers.

Le programme alpin EALP

Décrivant une courbe de 1 200 km de long entre Nice et Vienne, les Alpes n'abritent pas moins de 30 000 espèces animales et 45 000 espèces végétales.

Tourisme de masse, disparition des milieux naturels et pollution, ce trio dévastateur fait que les Alpes, région naturelle comptant parmi les plus riches d'Europe, sont également une des zones de montagne les plus intensivement exploitées au monde.

Au niveau global et local, le WWF agit pour sauvegarder ce joyau de la biodiversité et assurer l'existence d'un réseau écologique intact.

La clé de la protection de la nature dans les Alpes, c'est la coopération internationale des pays concernés. La chaîne s'étend sur huit pays et abrite aujourd'hui une population de 13 millions de personnes unie par une richesse naturelle et un héritage culturel communs.

Quatre organisations alpines issues des bureaux nationaux du WWF (WWF Autriche, WWF France, WWF Italie et WWF Suisse) travaillent donc de concert sous l'égide du Programme alpin (EALP) pour mettre en place une stratégie de protection complète et transfrontalière des Alpes.

Grâce à leur approche par région écologique, ces antennes du WWF évoluent progressivement vers un mode de protection intégré, à grande échelle et à long terme, favorable aux objectifs de la Convention alpine et de la Convention sur la diversité biologique.



Le projet « Save the Alpine River »

Les Alpes, reconnues au niveau mondial pour leur richesse écologique, constituent également le premier château d'eau du continent européen. De grands fleuves y prennent leur source, comme le Danube, le Rhin, le Rhône ou le Pô, alimentant en eau de nombreuses villes. Selon les estimations, l'eau des Alpes alimenterait environ 180 millions d'habitants.

De plus, les rivières alpines sont à l'origine d'un réseau à haute valeur environnementale, constituant d'importants corridors écologiques et abritant une diversité faunistique et floristique unique.

Cependant, les pressions humaines et le réchauffement climatique ont mis en péril l'eau douce des Alpes. Les rivières ont été aménagées, rectifiées, leurs flux régulés, leurs lits majeurs urbanisés ou convertis en terres agricoles, réduisant ainsi leur capacité naturelle à réguler les inondations.

C'est pourquoi, le WWF a décidé d'initier le projet « Save the Alpine Rivers! » qui a pour ambition de protéger les dernières rivières naturelles des Alpes ou d'en restaurer les tronçons les plus dégradés.

1. Dresser un état des lieux de ces cours d'eau basé sur une solide étude scientifique, et déceler parmi eux les joyaux les mieux préservés afin d'en pérenniser le statut.
2. Développer un plan d'actions en faveur de la protection et de la restauration des rivières alpines et contribuer à la mise en place d'une véritable stratégie pan-alpine impliquant tous les acteurs engagés dans la gestion des cours d'eau.
3. Trois rivières choisies pour leurs caractéristiques écologiques uniques : l'Estéron (France), la Soča (Slovénie) et le Tagliamento (Italie).

CONSERVER LE PATRIMOINE ULTRAMARIN

Déjà présent en Nouvelle Calédonie et en Guyane, le WWF cherche à se déployer encore davantage sur les territoires d'outre-mer. En effet, 80% de la biodiversité nationale y est concentrée, l'enjeu est donc de taille...



Une application mobile pour recenser les mammifères marins

Depuis le 1^{er} juin 2014, l'application gratuite MOBI, acronyme de « *Marine Mammal Observers of Oceania by Internet* » est en ligne.

Financée par le WWF France et ses partenaires Crème de la mer, Te Me Um et le PROE, « MOBI » fait allusion à l'aspect mobile de l'outil, mais est aussi un clin d'œil au célèbre *Moby Dick*, roman d'Herman Melville publié en 1851.

Ce projet pilote est à l'initiative du biologiste marin Marc Oremus, spécialiste IUCN du groupe cétacés, ainsi que du bureau WWF en Nouvelle-Calédonie.

Les observateurs amateurs constituent une source à ne pas négliger pour récolter des informations sur les mammifères marins. D'où l'idée de créer un moyen de collecte de données à la fois simple et moderne via une application smartphone.

Une fois téléchargée via Apple Store ou Google Play, cette application gratuite permet aux utilisateurs de référencer à tout moment les mammifères marins (baleine, dauphin, dugong, cachalot, etc.) en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française.

En quelques clics, l'Appli permet d'identifier l'espèce et de la localiser tout en envoyant des photos. Le rapport est ensuite envoyé automatiquement sur une base de données, lors de la prochaine connexion du smartphone à Internet.

Ludique et pédagogique, cette application a pour but d'accroître les connaissances sur la diversité, la répartition et l'écologie des mammifères marins dans le Pacifique. En renseignant leurs observations sur MOBI, les usagers du lagon contribuent ainsi à un projet de science participative pour une meilleure gestion et conservation des populations !

600

utilisateurs

210

rapports d'observation

1 500

animaux observés

13

espèces

de mammifères marins
répertoriées

Mieux connaître pour mieux protéger

Espèce sensible et protégée, il n'existe pas à l'heure actuelle de données suffisantes pour définir le statut du dauphin de Guyane. Afin de garantir la conservation de cette espèce emblématique, il est primordial de disposer d'informations précises quant aux densités de sa population sur les côtes de Guyane et aux menaces d'origine anthropique, telles que les pollutions urbaines, industrielles, agricoles et la pêche côtière au filet maillant.

C'est pourquoi, le WWF, avec le soutien financier du Fonds de dotation pour la biodiversité, s'est investi dans plusieurs actions :

- des survols aériens conduits sur la côte guyanaise ont permis de répertorier et d'estimer la densité de population du Dauphin de Guyane par zone de fréquentation ;
- des observateurs embarqués sur plusieurs navires de pêche côtière (dans le cadre du projet UEGC) ont permis d'apporter des données précises et actualisées sur le degré d'interaction de la pêche côtière avec l'espèce ;
- des analyses écotoxicologiques menées sur des échantillons de tissu de ce dauphin ont permis de déterminer le niveau de menace des activités polluantes sur l'espèce en Guyane.



Dauphin de Guyane ou Sotalie (*Sotalia guianensis*).

© FRÉDÉRIQUE BASSEMAYOUSSE / WWF FRANCE

Point de départ du projet sur le dauphin de Guyane (*Sotalia guianensis*), la campagne d'observation par voie aérienne a débuté cette année, à la mi-novembre. À bord d'un petit avion bimoteur, deux observateurs penchés dans leurs hublots-bulles transmettent leurs informations. Celles-ci sont saisies en direct sur un ordinateur via un logiciel spécifique créé pour ces campagnes. La présence de dauphins a été confirmée, mais uniquement sur les côtes (donc en zone à risque). Les effectifs mentionnés sont faibles : environ 2 000 individus contre 60 000 individus pour le grand dauphin en Guyane.

Les premiers résultats ont permis, en plus des estimations d'abondance, d'en connaître plus sur l'écologie de l'espèce et de mettre en évidence les principales zones d'interaction entre activités humaines et dauphin de Guyane.



Restaurer les forêts de Nouvelle-Calédonie

Aujourd'hui, avec seulement 57 km² de patchs forestiers dispersés sur la côte ouest, les forêts sèches de Nouvelle-Calédonie comptent parmi les écosystèmes les plus menacés de la planète. Incendies, défrichage agricole, surpâturage, urbanisation et introduction d'espèces envahissantes (rats, cerfs, cochons, achatines, fourmis électriques, passiflores, faux mimosas, etc.) ont provoqué la disparition de 99% de leur superficie.

Quant aux forêts humides, elles ont déjà régressé de deux tiers sous la menace du nouveau boom minier, des incendies, des invasions biologiques animales et végétales, ainsi que du braconnage de certaines espèces, notamment la roussette. Cette année encore, le WWF a mobilisé les usagers de la forêt pour restaurer les massifs.

Avec la tribu de Gohapin⁷, ce sont près de 8 000 plants qui ont été mis en terre. Le faux tamanou (*Geissois racemosa*) a été privilégié pour ses propriétés d'espèce pionnière, ses potentialités en tant que matériau bois, ses fleurs mellifères et ses fruits très appréciés des roussettes et des oiseaux.

Dans la vallée de la Haute-Dumbéa, grâce aux 150 bénévoles qui ont prêté main-forte pour revégétaliser une zone brûlée en 2009, 1 000 nouveaux arbres de forêt humide et maquis minier ont été plantés en trois heures seulement.

En parallèle, quelque 2 000 arbres ont été plantés sur les différents chantiers de forêts sèches, dans le parc du Ouen Toro et le parc zoologique et forestier Michel Corbasson à Nouméa.

7. Plus grande tribu de province nord située au pied du massif forestier de l'Aoupinié.

11 000
arbres plantés

Les partenaires

- WWF France
- l'ONCFS (Office national de la chasse et de la faune sauvage)
- l'association KWATA
- le PNRG (Parc naturel régional de Guyane)
- WWF-Guianais au Suriname

CARET2, l'heure du bilan

Le projet CARET2, mis en œuvre de décembre 2008 à décembre 2013, visait à concilier conservation et valorisation des tortues marines en Guyane française et au Suriname.

Concrètement, il s'agissait de renforcer notre niveau de connaissance sur les tortues marines à écailles (tortue olivâtre et tortue verte) afin de mieux les protéger tout en valorisant leur présence à travers la création d'un produit touristique régional et la réalisation d'actions de sensibilisation et de communication.

Au vu de la diversité des actions menées et des moyens déployés, le programme CARET2 constitue l'un des plus ambitieux programmes de conservation des tortues marines développés à ce jour. Les résultats demeurent très positifs au regard des indicateurs définis initialement. Les actions mises en œuvre répondent pleinement aux objectifs de préservation et de gestion du patrimoine naturel fixés dans le cadre du PO Amazonie.

CONNAISSANCE

- 16 000 pontes de tortues olivâtres recensées en Guyane et 552 au Suriname ;
- 19 000 pontes de tortues vertes recensées en Guyane et plus de 98 000 au Suriname ;
- 4 344 tortues olivâtres et 23 26 tortues vertes marquées ;
- 16 tortues vertes équipées de balise satellite : 5 400 localisations et 753 jours de suivi cumulés ;
- 160 prélèvements effectués sur des tortues vertes provenant de Guyane, du Suriname, des Antilles et du Brésil.

PROTECTION

- Baisse du taux de prédation (< 70 %) par le chiens sur les nids de tortues ;
- baisse du pillage sur les sites de ponte (< 76 % dans l'Ouest et < 70 % dans l'Est) grâce à la surveillance renforcée des agents de l'ONCFS ;
- baisse de la pollution lumineuse sur les sites de ponte grâce à l'installation de huit lampadaires à basse émission sur la route des plages.

SENSIBILISATION

- 50 000 personnes sensibilisées en Guyane (dont 4 000 enfants via des animations scolaires) sur les consignes à respecter lors de l'observation des pontes ;
- création de nombreux outils de communication spécifiques : plaquettes, posters, livret d'information, film documentaire, site Internet dédié, etc. ;

TOURISME

- 19 guides touristiques formés en Guyane et au Suriname pour promouvoir un tourisme communautaire tourné vers la valorisation de l'environnement ;
- création et mise en œuvre de produits touristiques spécifiques : trois séjours Tortues marines conçus puis commercialisés au sein du produit Kawana Experience ;
- 5 points d'information touristiques dédiés aux tortues marines (leur biologie, les menaces, comment les observer...) sur les différents sites de ponte.



Étendre notre influence en outre-mer

Le WWF France et l'association Te Mana o te Moana viennent de signer une convention de partenariat pour préserver un espace maritime représentant à lui seul la superficie de l'Europe continentale.

Le WWF France, déjà présent depuis plusieurs années en Guyane et en Nouvelle-Calédonie avec des équipes dédiées, dans l'océan Indien via un partenariat avec le WWF Madagascar, la présence d'Isabelle Autissier au conseil d'administration des TAAF et un accord avec la région Réunion, boucle sa présence dans les territoires ultramarins français par cet accord.

Fondée en 2004 et reconnue d'utilité publique, l'association Te Mana o te Moana est réputée pour ses actions en faveur de la biodiversité marine en Polynésie française.

Membre associé de l'UICN, elle œuvre sur ce territoire notamment à travers la mise en place de programmes de protection et de suivi des tortues marines, des cétacés et des récifs coralliens.

Avec ses 5,5 millions de km² et plus de 20% des atolls de la planète, le milieu marin polynésien représente la moitié du domaine maritime français et la grosse majorité de ses récifs coralliens. S'étendant sur 12 800 km², les récifs de la région abritent plus de 170 espèces de coraux, 800 espèces de poissons, 20 espèces de cétacés et plusieurs espèces de tortues marines, parmi lesquelles la tortue verte, la tortue imbriquée et la tortue luth.

Compte tenu de la vitesse à laquelle les océans et leur biodiversité se dégradent, la présence du WWF en Polynésie française, via ce partenariat, est une réelle nécessité.

Concrètement, la collaboration du WWF et de Te Mana o te Moana portera sur des actions de conservation visant à préserver les espèces emblématiques marines et leurs habitats : tortues marines, cétacés (baleines à bosse) et récifs coralliens. Ensemble, via un suivi scientifique, nous nous efforcerons d'améliorer le niveau de connaissances sur les statuts de conservation des espèces tout en développant des produits écotouristiques d'observation.

À la demande de l'Agence française de développement, le WWF a réalisé une étude ayant pour objectifs 1) d'évaluer les conditions nécessaires au renforcement de capacités des acteurs de la biodiversité à Mayotte et 2) de voir dans quelle mesure l'implantation de nouvelles organisations sur l'île était possible.

L'intérêt du WWF pour ce territoire n'est pas nouveau puisque depuis 2012, notre organisation porte, en partenariat avec d'autres membres du West Indian Ocean Consortium, l'Initiative nord du canal du Mozambique, qui regroupe Madagascar, les Comores, le Mozambique, la Tanzanie et deux territoires d'outre-mer français que sont Mayotte et les Glorieuses. Ce projet multipays et multi-acteurs a pour objectif de promouvoir la préservation et la gestion concertée des ressources marines et côtières de cette zone, en garantissant le maintien du capital naturel, l'essor économique et la production de moyens de subsistance durables.

Présentée aux Conventions des Parties de la Convention de Nairobi de 2012 et 2015, l'Initiative a reçu un appui politique fort, qui se traduira prochainement par la déclinaison d'actions concrètes sur le terrain.

20%
des atolls de la
planète



© ROGER LEGUEN / WWF

Récif Sèche croisant, province sud de Nouvelle-Calédonie (réserve naturelle intégrale).

INFLUENCER LES DÉCIDEURS

Depuis son origine, le WWF a développé une politique d'influence auprès des États et des institutions pour que la question de la préservation de l'environnement soit prise en compte dans l'agenda

politique et public. Parce que nous avons vocation à influencer toute décision publique intervenant dans notre sphère de compétences, cette année encore, nous avons fait entendre notre voix, tant au sein du débat national qu'europpéen.

Orienter le parlement français

Au cours de l'année, les experts du WWF France ont été auditionnés une dizaine de fois par les élus de l'Assemblée nationale et du Sénat sur des sujets très divers tels que la politique commune des pêches, le trafic d'espèces sauvages, le trafic illégal du bois, l'Arctique et l'Antarctique, ou encore le coût du nucléaire et du démantèlement des centrales. La Commission d'enquête relative aux coûts passés, présents et futurs de la filière nucléaire a repris dans ses recommandations la proposition du WWF visant à créer un fonds indépendant, alimenté par les provisions des opérateurs du nucléaire, pour gérer les charges futures du nucléaire (démantèlement, déchets) afin que les générations futures n'héritent pas de cette responsabilité.

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt a été adoptée au mois de septembre 2014. Elle est l'outil législatif qui va permettre à la France de mettre en œuvre sur son territoire national le règlement bois de l'Union européenne (RBUE) sur lequel le WWF est impliqué depuis 14 ans. Le texte discuté ne permettait pas de répondre aux exigences de la lutte contre le bois illégal. Grâce à un travail de lobbying mené en lien avec Greenpeace et avec l'appui de ClientEarth, une ONG spécialisée sur le droit de l'environnement en Europe, plusieurs améliorations ont pu être apportées au texte, notamment la création de sanctions pénales dissuasives pour la mise sur le marché de bois illégal et leur aggravation lorsqu'elles sont commises en bande organisée.

La loi sur le développement et la solidarité internationale est une loi d'orientation et de programmation fixant le cadre et les principes de l'intervention de la France en matière de développement. Lors de son passage au parlement, le WWF a fait des propositions pour améliorer le texte sur les volets climat-énergie, biodiversité et responsabilité sociale et environnementale des entreprises. Il a également œuvré pour que le régime de défiscalisation des associations françaises concourant à la protection de l'environnement à l'étranger soit sécurisé.

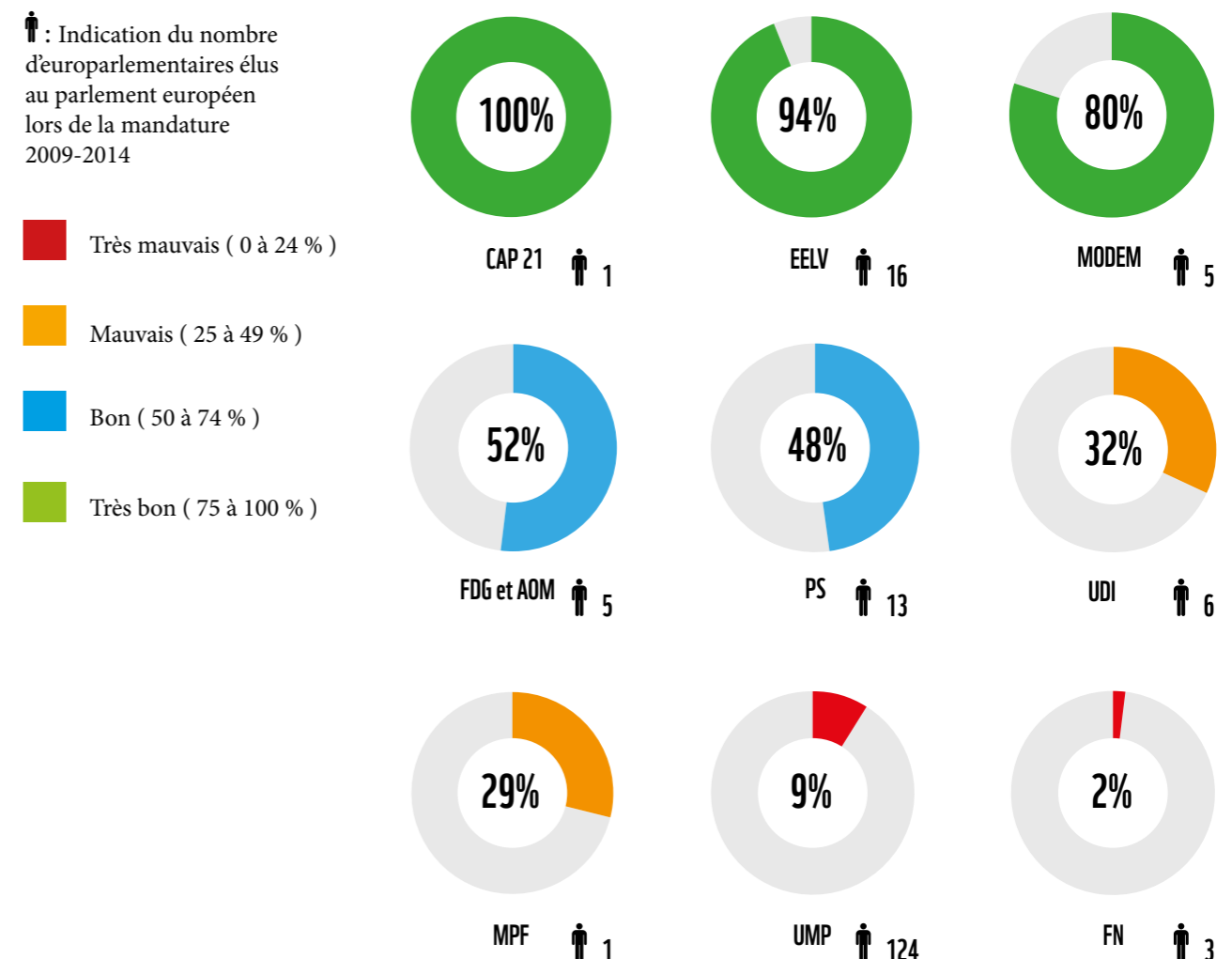
Par arrêté du 6 septembre 2013, le WWF fait partie des 8 associations, fondations ou organismes reconnus d'utilité publique exerçant des activités de protection de l'environnement siégeant au sein du Conseil national de la transition écologique, organe de consultation des projets de loi concernant l'environnement ou l'énergie ainsi que les stratégies nationales relatives au développement durable, à la biodiversité et au développement de la responsabilité sociétale et environnementale des entreprises.

Peser sur les politiques européennes

Le WWF France, aux côtés de l'ensemble des bureaux européens du WWF, s'est mobilisé pour les élections européennes de mai 2014. Les objectifs étaient, d'une part de sensibiliser les candidats aux thématiques portées par le WWF France, et d'autre part, d'éclairer les choix des électeurs. Une évaluation des votes des députés sortants et de leur parti, un manifeste « Placer l'Europe à la hauteur du défi environnemental », un sondage évaluant l'importance que les Français accordent à l'environnement et enfin un appel aux candidats et partis à s'engager sur les neuf propositions du manifeste signé par plus de 500 candidats en Europe ont été effectués à cette occasion.

ÉVALUATION DU VOTE DES PARTIS POLITIQUES (2009-2014)

prenant en compte les votes sur trois thématiques : Climat-Energie, Pêche, Agriculture.



Influer sur le gouvernement

Membre du Conseil national de la transition écologique, le WWF a participé à la Conférence environnementale 2014. Il s'est particulièrement investi dans la table-ronde sur le climat en demandant au gouvernement d'adopter au niveau national une série de mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre de la France. Si le gouvernement est resté sourd aux mesures proposées pour promouvoir une agriculture durable, il s'est en revanche engagé à travailler sur l'exemplarité de l'administration concernant ses achats publics : les produits agroalimentaires et de bois ne devront pas être issus de la déforestation.

La grande victoire de cette Conférence environnementale, obtenue après de longs mois de collaboration entre le WWF, les Amis de la Terre et du Réseau action climat auprès des pouvoirs publics et des médias, est l'engagement du président de la République sur la question du charbon : la France a décidé de mettre fin à ses soutiens publics aux exportations de centrales à charbon.

Espérant un effet d'entraînement, le réseau WWF s'appuie sur cette annonce de la France pour obtenir des engagements similaires de la part d'autres États. Toutefois, de forts doutes subsistant, le WWF France suivra de près en 2015 la mise en œuvre concrète de cet engagement présidentiel.

Le 2 juillet 2014, nous avons enfin réussi à obtenir la publication des données de l'Ifremer sur le nombre de navires concernés par la pêche profonde ainsi que sur les espèces capturées que nous réclamions aux côtés des associations Bloom⁸ et de Greenpeace depuis le Grenelle de la mer en 2009.

À la lecture des données, il apparaît que le nombre de navires concernés n'est pas « très important ». Entre dix et douze chalutiers pêchent à plus de 10% de leur temps dans les eaux profondes. Ainsi, l'argument du gouvernement selon lequel une interdiction aurait de « très lourdes conséquences socio-économiques » s'effondre.

Les données révèlent également que des espèces menacées d'extinction figurent parmi les prises accessoires les plus importantes des chalutiers français. En 2012, 232 770 kg de requins profonds, comprenant une majorité d'espèces menacées d'extinction, ont été capturés et rejetés morts par-dessus bord par les navires français opérant en eaux profondes.

Suite à ces révélations, Ségolène Royal s'est exprimée publiquement en faveur d'une interdiction du chalutage profond. Mais le Premier ministre, sous la pression des lobbys de la pêche industrielle de Lorient notamment, a maintenu l'opposition de la France au chalutage profond. Finalement, sous l'impulsion de Bloom, de Greenpeace et du WWF, le groupe Intermarché a annoncé en janvier 2014 que ses six chalutiers spécialisés en espèces profondes ne traîneraient plus leurs filets au-delà de 800 mètres de profondeur à partir de 2015. L'engagement de l'enseigne s'est étendu en juin 2014 aux trois chalutiers qu'elle a rachetés à Dhellemmes. L'interdiction du chalutage profond à partir de 800 mètres de profondeur ne concernerait plus qu'un seul navire français !

Le WWF poursuivra donc ses efforts pour faire changer cette position irrationnelle du gouvernement français qui bloque l'adoption au niveau européen d'un règlement ambitieux sur la pêche profonde.

Le requin chagrin de l'Atlantique, en danger d'extinction dans l'Atlantique Nord-Est, est la 10^e espèce la plus capturée par les chalutiers en volume et la 3^e espèce la plus rejetée parmi les prises « accessoires ».

8. BLOOM est une association de loi 1901 à but non lucratif qui œuvre pour la conservation marine à travers une démarche de sensibilisation et de médiation scientifique des problématiques environnementales, la production d'études scientifiques et d'analyses pertinentes et indépendantes, ainsi que par la participation à des consultations publiques et des processus institutionnels.



Un chalut (filet de métal long de 100 mètres) racle les fonds marins, détruisant les habitats naturels, Basse-Californie, Mexico.

CHANGER LE MONDE AVEC LES ENTREPRISES



Depuis sa création, le WWF France s'engage auprès des acteurs pouvant contribuer à enrayer la dégradation des écosystèmes.

Dans cette lutte, l'entreprise est un puissant levier de changement.

D'une part, en participant à la mutation vers une économie verte qui s'inscrit dans les limites de la biocapacité de notre planète, et d'autre part, en soutenant les efforts de conservation de l'environnement naturel.



CHANGER LE MONDE AVEC LES ENTREPRISES

Le WWF œuvre pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel de la planète et construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature.

Comme le démontre la dernière édition du Rapport Planète Vivante,

le défi est colossal. Si grand, si global, si systémique, que notre organisation ne peut pas le relever toute seule. C'est pourquoi nous avons choisi de nous engager dans une action collaborative afin d'initier, ensemble, un changement positif et durable...

S'allier pour bâtir un futur soutenable

En travaillant avec le monde de l'entreprise, le WWF s'efforce de faire changer les pratiques et d'obtenir des résultats concrets. Il s'agit de trouver ensemble des solutions pour faire baisser l'empreinte écologique de l'humanité et relever les défis de conservation tels que stopper la déforestation, empêcher la pénurie d'eau, lutter contre la surpêche ou encore enrayer les effets du changement climatique.

Notre philosophie

L'approche que le WWF a choisie pour travailler avec les entreprises est axée sur la recherche de solutions. Elle est à la fois collaborative et ambitieuse dans ses objectifs. Ainsi, dans le cadre de ses relations avec le monde économique, la force du WWF réside dans :

- **Notre réseau international**, qui nous confère un spectre d'influence élargi sur l'échiquier planétaire.
- **Notre vision stratégique** et critique d'ONG militante.
- **Notre capacité à mobiliser** et à fédérer plusieurs parties prenantes dans une direction commune.
- **Notre expertise scientifique**, nos savoir-faire, nos outils et notre expérience des marchés, reconnus à l'échelle globale.

4 principes directeurs

1. TRANSPARENCE

Le nom des partenaires ainsi que la nature et le contenu des partenariats sont systématiquement communiqués.

2. MESURABILITÉ

Pour plus de détails sur nos partenariats en cours, un rapport Partenariats 2014-2015 sera bientôt consultable sur notre site Internet www.wwf.fr.

3. LIBERTÉ

Le WWF et ses partenaires se reconnaissent le droit de ne pas être d'accord sur tout. Le droit au désaccord mutuel constitue un élément clé de la crédibilité du partenariat.

4. EXCLUSION

Le WWF refuse de s'associer aux entreprises dont le secteur d'activité n'est pas en phase avec son éthique et avec lesquelles aucune démarche de progrès environnemental ne semble réaliste :

- Énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz non conventionnels)
- Énergie nucléaire
- Armement
- Tabac
- Production d'OGM
- Commercialisation ou utilisation de faune et de flore listées dans l'Annexe 1 de la CITES⁹
- Secteurs d'activité faisant appel aux tests sur animaux

9. CITES : convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction.

Transformer les marchés

Pour que l'empreinte écologique de l'humanité ne dépasse pas les capacités de la Terre, il est indispensable de revoir à la fois nos modèles de production et de consommation.

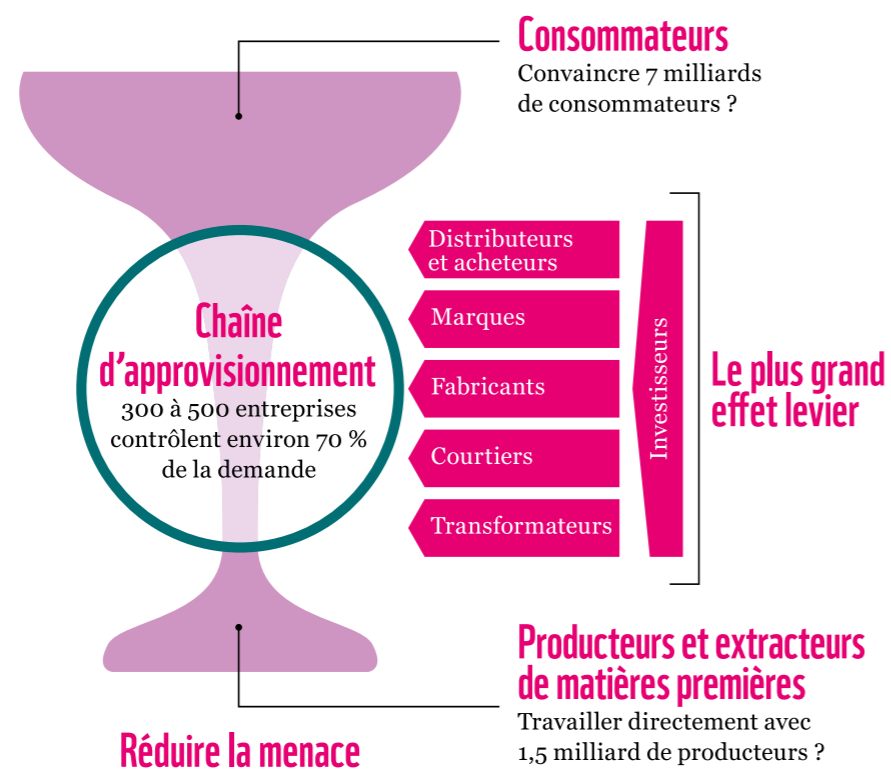
Pour ce faire, le WWF a identifié les secteurs d'activité les plus pertinents avec lesquels nous devons travailler pour avoir un effet de levier significatif sur les marchés des matières premières dont les modes d'exploitation menacent directement nos écorégions prioritaires : huile de palme, soja, bois et papier, bœuf, poissons blancs, thon, crevettes d'élevage.

En effet, nous pensons qu'il est plus facile d'agir sur les quelques centaines d'entreprises qui exportent, importent, financent, transforment et distribuent ces matières premières ou les produits qui en sont issus, que de toucher individuellement 1,5 milliard de producteurs agricoles ou forestiers et 7 milliards de consommateurs.

L'Initiative globale de transformation des marchés lancée par le WWF promeut des labels qui certifient que les modes de production sont durables (labels FSC, RTRS, RSPO, MSC, ASC, etc.) et aide les entreprises à mettre en œuvre des politiques ambitieuses pour améliorer leurs pratiques d'approvisionnement.

Parallèlement, nous travaillons à sensibiliser les consommateurs sur l'impact de leurs choix alimentaires et de leurs achats. L'appui des pouvoirs publics (achats publics...) et des entreprises (distributeurs...) est crucial dans ce domaine.

Agir au cœur de la chaîne



Changer les modes de production

La destruction des forêts au profit de l'agriculture anéantit l'habitat de millions d'espèces et compromet la survie de nombreux écosystèmes naturels.

En Amérique du Sud, sous la pression d'une demande mondiale de viande en forte croissance, il faut toujours plus de terres pour cultiver le soja qui participe à l'alimentation animale dans le reste du monde. En Indonésie et en Malaisie, la demande croissante en huile de palme entraîne la conversion des forêts naturelles en plantations de palmiers à huile.

Ainsi, le WWF travaille avec les entreprises pour améliorer leurs politiques d'approvisionnement et influencer, à terme, sur les modes de production.



Du sourire à partager

Depuis novembre 2012, dans le cadre de son partenariat avec le WWF, le groupe Bel s'engage à soutenir la production de soja certifié pour l'alimentation des vaches laitières. Numéro trois mondial des fromages de marques, Bel collecte chaque année 1,7 milliard de litres de lait auprès de 3 200 producteurs situés à proximité de ses sites de production.

Dans un premier temps, le WWF France a aidé le groupe Bel à identifier les enjeux environnementaux liés à l'alimentation des vaches laitières puis il a accompagné l'entreprise vers des actions concrètes. Parmi les matières premières clés de l'alimentation animale, le soja est apparu comme une priorité du Groupe pour réduire l'empreinte écologique de ses produits.

Bel a ainsi pris la décision de devenir membre de la RTRS en 2014 et s'est engagé publiquement à acheter, dès cette année, des certificats RTRS pour couvrir 100 % des volumes de soja utilisés dans l'alimentation des vaches laitières de ses producteurs à travers l'Europe, soit 44 500 tonnes.

À terme, le groupe souhaite poursuivre la démarche en étendant les achats de certificats pour couvrir l'ensemble des volumes de soja utilisés par ses éleveurs au niveau mondial dès 2016. Dans le cadre de son partenariat avec le WWF, Bel explore aussi la possibilité de recourir à des alternatives locales au soja d'importation et s'engage à promouvoir cette filière du soja responsable.

Pour donner plus de sens à son engagement, le groupe Bel soutient également un projet de terrain pour aider des producteurs de soja dans la région du Mato-Grosso au Brésil à accéder à la certification RTRS en adoptant des pratiques plus responsables.

MAGALIE SARTRE

Directrice affaires publiques et communication externe du groupe BEL

« Le groupe Bel est conscient que la responsabilité de l'entreprise va bien au-delà du périmètre de ses usines. L'entreprise doit considérer l'ensemble de ses impacts de l'amont à l'aval et il est de notre responsabilité de minimiser les impacts que nos activités peuvent avoir sur notre écosystème d'entreprise.

C'est pourquoi, nous avons souhaité mieux comprendre nos impacts environnementaux sur ce que l'on appelle l'amont laitier, c'est-à-dire ce qui se passe avant même que nous achetions le lait à nos éleveurs.

Pour ce faire, nous voulions nous adosser à une organisation dont le sérieux et la connaissance des filières agricoles sont largement reconnus : le WWF était une évidence et le WWF France nous est apparu comme le partenaire de travail naturel de notre siège mondial basé à Paris. »

Changer les modes de consommation

Le rôle du consommateur est capital. Arbitre final, il a le pouvoir de boycotter des produits, d'en plébisciter d'autres et de faire évoluer toute une filière. En effet, par ses choix, via son acte d'achat, il crée la demande à laquelle les entreprises s'efforcent de répondre et a donc le pouvoir d'influer sur les modes de production. C'est pourquoi, le WWF, en utilisant la grande notoriété de son logo, s'efforce de guider les consommateurs dans leurs actes d'achats en les orientant vers des produits durables. Il s'appuie pour cela, sur ses partenaires. Cette collaboration permet d'encourager les entreprises qui cherchent à limiter l'impact environnemental de leurs produits tout en donnant de la visibilité au WWF et à ses missions.



Carrefour, numéro deux mondial de la grande distribution, s'engage depuis 1998 aux côtés du WWF France pour réduire ses impacts environnementaux, liés notamment à l'utilisation des ressources naturelles dans les produits de grande consommation. La promotion de la consommation responsable et de modes de vie durables auprès de ses clients et salariés est un axe primordial de sa démarche environnementale.

En 2014, en partenariat avec le WWF, Carrefour lance une nouvelle gamme de linge de maison, la Gamme Naturelle Tex Home, qui prend en compte tous les enjeux environnementaux, de sa fabrication jusqu'à l'emballage.

Ses particularités ? Une ligne hypoallergénique, sans traitement chimique, 100% du coton est issu de l'agriculture biologique, sa couleur est naturelle, car aucun colorant chimique n'a été utilisé et son emballage en carton, labellisé FSC, est issu de forêts gérées durablement.

Pour promouvoir ces 21 références de linge de lit et de bain Carrefour Tex Home cobrandés WWF, des animations ont été proposées aux clients dans les magasins. Le panda, en personne, est venu expliquer les bénéfices environnementaux du produit pour aider les clients à faire les bons choix.



Conserves France (Saint Mamet) est un acteur français majeur sur la transformation de fruits et de légumes frais.

Depuis peu, le WWF France accompagne St Mamet dans sa démarche vers une production fruitière plus durable en lançant notamment des produits cobrandés, à l'instar des compotes Berlingo's Animos.

Ces dernières sont fabriquées à partir de pommes issues d'une agriculture raisonnée et conditionnées dans des emballages « berlingots » à l'effigie d'animaux pour sensibiliser les enfants au respect de l'environnement.

Le packaging est en carton certifié FSC, ce qui constitue une innovation en rupture avec le marché, et comporte des messages à la fois ludiques et pédagogiques pour sensibiliser les enfants aux enjeux environnementaux. Pour chaque pack de berlingots St Mamet acheté, une partie de son prix est reversée au WWF afin de lui permettre de mener à bien ses missions de conservation.

St Mamet propose également aux enfants de commander le Kit d'adoption WWF : ils reçoivent alors une des 5 peluches à adopter, ainsi qu'un poster pour en apprendre plus sur l'espèce de leur nouvel ami.

Construire une société sobre en carbone

De l'habitat aux transports, en passant par la construction et l'énergie, le monde économique est au carrefour d'une diversité de secteurs à investir pour relever les défis de préservation de la planète, de lutte contre les changements climatiques, de développement économique et de bien-être des citoyens.

Mobilisé sur les enjeux du climat, de l'énergie et des infrastructures durables afin de faire baisser l'empreinte écologique, le WWF France a initié le programme « Climat, Énergie et Infrastructures durables ».

Ce dernier se concentre sur les leviers, les acteurs et les solutions pour mettre en œuvre la transition vers des sociétés résilientes et sobres en carbone.

Pour impliquer les entreprises dans ce challenge, nous avons développé trois initiatives clés.

Réinventer les villes

D'ici à 2050, six milliards d'êtres humains vivront en ville, soit les deux tiers de la population mondiale. Il y a donc urgence à repenser la ville d'aujourd'hui comme un espace de proximité, convivial et naturel, sobre en carbone/énergie et résilient aux changements climatiques.

Cette transition énergétique urbaine doit être menée avec les différents acteurs pour être réussie. C'est pourquoi, en 2014, le WWF a lancé l'initiative « Réinventer les villes » qui vise à réunir les différents secteurs mobilisés sur le développement des villes de demain avec des collectivités locales et des entreprises leaders dans le monde.

Après plusieurs années de partenariat sur le quartier durable Lyon Confluence et à la veille de la COP 21, l'initiative « Réinventer les villes » se positionne comme un trait d'union entre l'accompagnement local et la promotion internationale de nouveaux modes de ville.

L'objectif? Reconnecter l'urbain au naturel et rendre le citoyen, salarié, consommateur, acteur de cette transition. Dans cette perspective, le WWF France et Bouygues Construction ont mis en place un partenariat en décembre 2014. À terme, il s'agira de mener une réflexion prospective et internationale sur ces questions avec pour objectif de développer des démonstrateurs de quartiers durables en France, puis de diffuser dans le monde une vision des villes durables.



Réduire l'empreinte carbone

Le WWF France accompagne plusieurs entreprises partenaires engagées dans la réduction de leur empreinte carbone (Arjowiggins Graphic, La Poste, Sodexo). En 2014, le WWF a souhaité renforcer son approche et démultiplier son action auprès du monde économique en lançant l'initiative internationale Science Based Target en partenariat avec le Carbon Disclosure Project, le World Resource Institute et le Pacte mondial des Nations unies.

Parmi les 500 plus grandes entreprises au monde, 80% disposent d'objectifs de réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) ou de gestion de l'énergie. Cependant, à ce jour, elles sont seulement une douzaine à prendre en compte la nécessité de contenir la hausse de la température moyenne mondiale en dessous de 2 °C.

Science Based Target propose donc une approche sectorielle et un outil méthodologique pour aider les entreprises à définir leurs objectifs de réduction afin de maintenir le réchauffement climatique en dessous des 2°C. Les travaux ont notamment été menés en collaboration avec un comité d'experts techniques et avec plusieurs entreprises au travers d'ateliers et d'une consultation publique.

Cette initiative va également permettre d'afficher clairement notre ambition dans la lutte contre le changement climatique à l'intention des représentants politiques qui participeront à la Conférence Paris Climat 2015.

Plus d'infos : <http://sciencebasedtargets.org/>

Mettre en œuvre la transition énergétique

Le WWF prône un nouveau modèle énergétique basé sur le triptyque « sobriété énergétique, efficacité énergétique et énergies renouvelables ». Son objectif est clair : 100% d'énergie renouvelable en 2050.

Pour y parvenir, nous développons des partenariats avec certains acteurs énergétiques qui partagent cette vision et participent à la mise en œuvre de ce scénario.



Le partenariat avec la société Boralex, par exemple, a été renouvelé en mai 2014 pour poursuivre le travail de sensibilisation et de promotion d'un développement responsable de l'éolien et du solaire en France initié en 2011.

Avec Johnson Controls, le WWF France a également participé en 2014 à un projet pilote d'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments en travaillant sur l'appropriation des usages des innovations installées dans six établissements scolaires des Hauts-de-Seine bénéficiant d'un contrat de performance énergétique.



Le partenariat, initié en 2008, permet d'accompagner la branche Services-Courrier-Colis dans la prise en compte de ses enjeux environnementaux clés et dans la réduction de son empreinte écologique à travers trois domaines principaux :

- l'écoconception de ses offres (notamment sur la complémentarité des usages papier et numérique) ;
- l'économie circulaire (via son offre innovante de collecte et de recyclage RECY'GO) ;
- la transition vers une économie sobre en carbone à travers la démarche volontaire de neutralité carbone du groupe La Poste qui en fait le premier opérateur postal majeur à assurer la neutralité carbone intégrale de ses offres sans surcoût pour ses clients. La branche Services-Courrier-Colis s'est engagée notamment à réduire de 15% ses émissions de gaz à effet de serre entre 2012 et 2020.

Acteur déjà fortement engagé, la branche Services-Courrier-Colis a décidé de soutenir les actions de conservation du WWF France et a rejoint en 2014 l'initiative « Réinventer les villes » du WWF France qui vise à fédérer des entreprises et des collectivités autour de modes de vie urbains plus durables.

LAURE MANDARON
Directrice développement durable,
branche Services-Courrier-Colis

« Partenaire depuis 2008, la branche Services-Courrier-Colis a renouvelé son engagement aux côtés du WWF France en 2014 pour poursuivre et renforcer les actions déjà engagées et continuer à faire progresser notre démarche environnementale.

Notre activité est en pleine mutation et nous recherchons continuellement l'exemplarité et l'innovation pour repenser nos métiers et intégrer les enjeux environnementaux et sociaux dans toutes les composantes de notre activité et de nos offres. C'est pourquoi nous nous attachons à travailler avec des parties prenantes représentant la société civile et le WWF est un acteur incontournable sur ces sujets.

La force du WWF est de considérer l'entreprise non pas uniquement comme source du problème, mais bien comme porteuse de solutions, en adoptant une approche très positive visant à rendre compte des opportunités que peuvent représenter les défis environnementaux.

Notre collaboration s'appuie donc sur une démarche de progrès continue pour réduire nos impacts à travers l'évaluation et l'écoconception de nos offres et dans la mise en œuvre de notre programme de neutralité carbone, mais aussi sur la valorisation des solutions que nous développons comme l'offre de recyclage Recy'Go. Le WWF France nous aide aussi à renforcer l'appropriation par nos collaborateurs des enjeux de société auxquels nous devons faire face, de l'intérêt à agir pour nos équipes en interne et à les mobiliser pour l'atteinte de nos objectifs environnementaux.»

En route vers la « green economy »

Un club dédié aux PME

Le 26 septembre dernier, avec son partenaire Audencia, école de commerce spécialisée en management, le WWF France a lancé son club PME lors d'une table ronde sur le thème : économie verte, quelle contribution des PME ?

Par cette initiative, le WWF vise à créer un réseau d'entreprises mécènes réunies par une même volonté de contribuer à la préservation de la planète. L'opportunité, pour ses membres, de mettre leur conviction en pratique en soutenant les actions du WWF mais aussi de développer un réseau, d'échanger autour des bonnes pratiques et de mener une action conjointe pour l'environnement.

De son côté, le WWF anime des ateliers thématiques et met à disposition de nombreux outils pour permettre aux entreprises de faire connaître leur engagement : un kit de communication, un logo dédié, des bannières personnalisées, de la visibilité sur ses différents médias, etc.



En juillet 2013, Audencia et le WWF ont signé un partenariat de trois ans centré sur l'ambition partagée de former des managers responsables pour contribuer à faire changer les pratiques.

Audencia s'engage à développer des méthodes pédagogiques et des contenus innovants pour mieux intégrer les enjeux environnementaux et ce, à tous les niveaux d'enseignement du programme Grande École. L'objectif, à terme, est que ces enjeux soient intégrés de manière opérationnelle dans tous les métiers de l'entreprise.

D'autre part, Audencia et le WWF France travaillent ensemble pour identifier les mesures prioritaires à mettre en œuvre pour réduire l'empreinte écologique de l'école.

Enfin, Audencia et le WWF mènent des actions de sensibilisation à destination des différentes parties prenantes de l'école. Ils communiquent sur les bonnes pratiques et diffusent les messages clés visant à réduire l'empreinte écologique de nos sociétés.

ALINE POLIPOWSKI
Institut Audencia pour la RSE
Axe pédagogie

« Audencia forme les managers de demain. Quelles que soient leurs fonctions, quand ils seront en poste, ils prendront des décisions qui auront des impacts sur les autres parties prenantes.

Pour que ces décisions contribuent à un développement durable de la société, Audencia intègre les enjeux de responsabilité sociétale des organisations de manière transversale dans ses cours.

Le WWF nous aide dans cette mission, en intervenant dans des programmes pédagogiques, en mettant en relation projets scientifiques et projets de recherche d'Audencia et en sensibilisant les étudiants sur la manière dont les entreprises peuvent s'engager...

C'est important pour Audencia de collaborer avec une ONG scientifique qui connaît le monde des entreprises et de montrer ainsi aux étudiants que des partenariats entre entreprises et ONG peuvent créer de la valeur. »

Merci à nos partenaires

Advansa	JM Bruneau
Arjowiggins Graphic	Johnson Controls
Audencia	La Poste
Bel	Hamelin
Boralex	Love & Green
Carrefour	Mandarine
Castorama	Nathan
Caudalie	Olympia
Cocorette	Paprec
Distriborg	Panini
Ecoperl	Puzzle Michèle Wilson
Ecotextile	Rettenmaier
Fondation Coca-Cola	St Mamet
Geopost	Sodexo
Gite de France	Soleou
Groupe Seb	Volitalia
Humanis	Werner & Mertz
Ikea	

MERCI POUR VOTRE SOUTIEN !



Le WWF est la 1^{re} organisation mondiale de protection de l'environnement.
Votre don est notre force.

Des donateurs toujours plus nombreux nous rejoignent et se mobilisent pour soutenir nos efforts
tout au long de l'année.



MERCI POUR VOTRE SOUTIEN

Protéger l'environnement et nos grandes causes en toute indépendance, c'est possible, grâce à vous.

64 % des ressources de la Fondation viennent directement des dons particuliers. Vous êtes aujourd'hui plus de 220 000 à nous soutenir, par le biais de différentes aides, des opérations simples et des méthodes reconnues.

Nos moyens de collecte

Nos collecteurs viennent à votre rencontre partout en France pour mener des campagnes d'information et de recrutement, en face à face. À votre écoute pour répondre à chacune de vos questions, ils vous aident à choisir la meilleure formule pour vous engager à nos côtés.



Nous lançons des appels à don, de manière traditionnelle, via des courriers postaux. Vous recevez une lettre dans laquelle nous vous interpellons sur les menaces qui pèsent sur notre planète et dans laquelle nous vous proposons de nous soutenir.



Nous vous sollicitons également via Internet en vous adressant des mails personnalisés pour vous expliquer nos missions et comment nous aider à agir.



Notre gamme de produits écoconçus s'étoffe pour séduire encore plus d'amateurs prêts à soutenir nos missions. Des peluches, des jeux de société, des livres, des vêtements, sur notre boutique en ligne, vos achats ont du sens.



Vous pouvez choisir de transmettre tout ou partie de votre patrimoine à la Fondation du WWF. L'assurance vie peut également être un mécanisme de transmission simple pour aider nos actions. Et la Fondation est bien sûr exonérée de droits de succession, car reconnue d'utilité publique par le décret du 24 mars 2004.



Notre challenge sportif et écoresponsable permet de collecter des fonds au profit de programmes de conservation concrets tout en offrant aux participants l'opportunité de vivre un week-end nature d'exception, alliant effort physique et convivialité.



Nos actualités

Le Club Panda en libre accès

Jusqu'à présent réservé aux familles des donateurs, le Club Panda est depuis cette année accessible à tous les enfants désireux de s'informer sur l'environnement.

Ainsi, chaque écocitoyen en devenir peut bénéficier des animations pédagogiques proposées sur le site www.club-panda.fr pour apprendre en s'amusant et comprendre les grands enjeux et défis de demain ainsi que les principales missions de protection du WWF. Des fiches pédagogiques complètes, des quiz pour se tester, des albums photo à faire soi-même, des fonds d'écran sont à la disposition de tous. Un moyen ludique de nous rejoindre et de nous soutenir tout en s'amusant !

Depuis qu'il est ouvert à tous, le Club Panda est devenu la référence en matière d'éducation à l'environnement puisqu'il est le 1^{er} site environnemental pour la tranche des 6-12 ans.

20 202

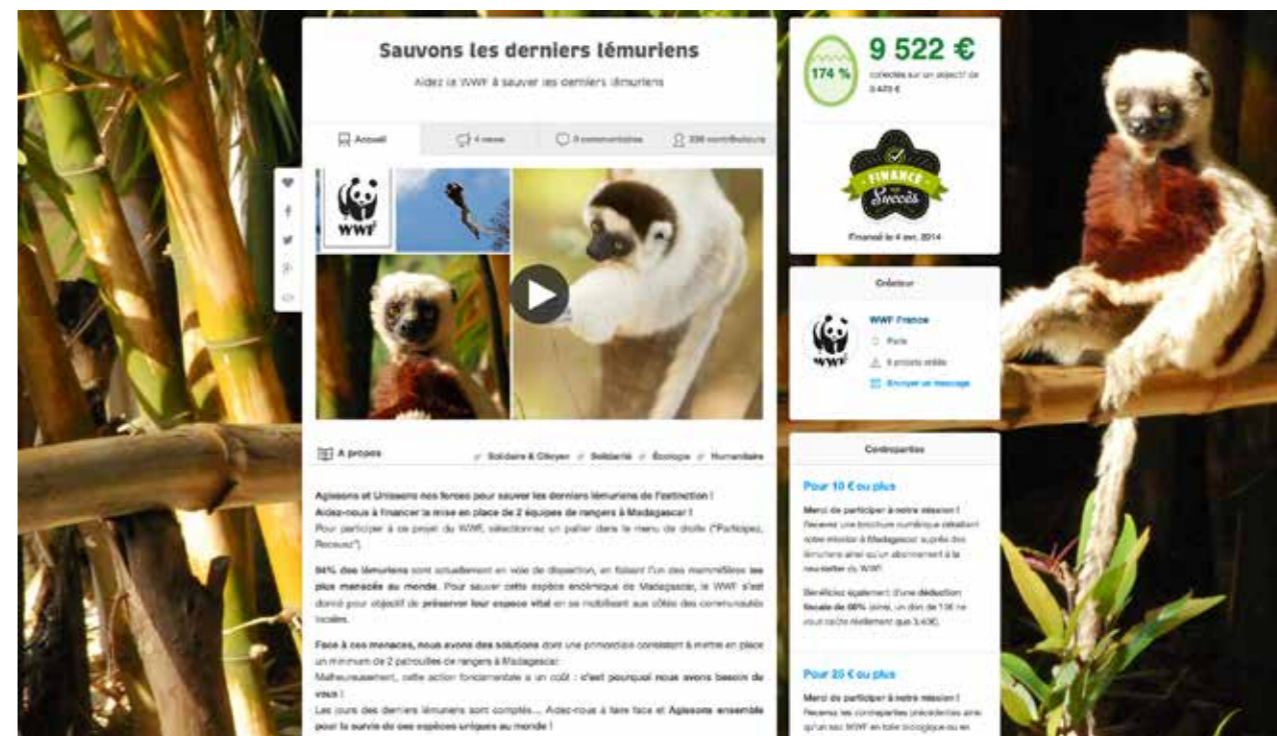
euros récoltés

Le financement participatif au service du WWF

Pour la deuxième année consécutive, le WWF a testé le crowdfunding, un système de collecte permettant aux internautes de financer des projets précis. Le principe est simple : un projet, un objectif de financement et un temps de collecte limité. Si les fonds nécessaires ne sont pas réunis dans le temps imparti, le projet ne peut voir le jour, les contributeurs récupèrent donc leur mise.

Entre le 11 mars et le 16 avril, le WWF a ainsi lancé un appel à don pour sauver les derniers lémuriens de Madagascar. 226 contributeurs ont permis de collecter 9 522 euros sur un objectif de 5 470 euros.

Puis, entre le 26 septembre et le 20 octobre, le WWF a de nouveau sollicité les internautes pour financer un projet de conservation au Sumatra afin de protéger les éléphants de l'île. Grâce à la mobilisation de 238 contributeurs, ce sont 10 680 euros qui ont pu être récoltés pour les pachydermes d'Indonésie sur un objectif de 8 600 euros. Pari tenu donc !



Le Pandathlon, 5 ans déjà !

500 000 € collectés
au profit des
programmes
de conservation
du WWF

300 bénévoles
mobilisés

+ 1 000 pandathlètes

50 entreprises
impliquées

100 % de satisfaits
sur 5 éditions

+ 5 000 donateurs

Cette année, le pandathlon a soufflé sa 5e bougie. En effet, cela fait cinq ans que le WWF organise, chaque année, une aventure humaine, solidaire et festive afin de collecter des dons pour financer divers programmes de conservation.

Les trois premières années, c'était au mont-Ventoux, depuis deux ans, c'est au cœur du massif du Mont-Blanc, sur le toit du monde !

L'enjeu de cet événement sportif est de collecter des fonds pour la préservation d'un haut lieu de biodiversité. Une expérience unique en France qui permet d'allier sport et protection de l'environnement, un moyen original de contribuer aux programmes de protection de la nature du WWF menés notamment dans les Alpes.

Pour y prendre part, les participants doivent constituer une équipe de trois personnes, collecter des fonds auprès de leur entourage et relever le défi sportif de notre randonnée écologique au pied du mont-Blanc : 18 km et 1 500 mètres de dénivelés positifs au pied du Mont-Blanc.

Mais le Pandathlon est avant tout une aventure humaine, celle de personnes qui se mobilisent et se retrouvent autour d'un objectif commun : la préservation de notre patrimoine naturel. C'est pourquoi le Pandathlon se déroule sur un week-end afin que, au-delà du défi sportif, les participants puissent partager un véritable moment de détente, de convivialité et d'échange avec les équipes du WWF, les acteurs locaux, mais aussi les autres participants, dans une ambiance festive.

C'est également une occasion unique pour les participants de découvrir le territoire qu'ils auront aidé à préserver.

Symbole du sport vert

Depuis 2010, le Pandathlon s'est imposé en France comme un modèle en matière d'écoconception d'événement reconnu par le ministère des Sports et le CNOSF. Il s'appuie sur une évaluation de l'écoconception en matière de préservation des milieux, des déchets, d'alimentation, de communication, d'infrastructures, de transport, d'hébergement et de sensibilisation. Se basant sur 98 critères, l'événement a le souci permanent de minimiser son impact environnemental.

Grâce au Pandathlon, le WWF est désormais un acteur connu et reconnu en matière de sport vert :

- En 2011, le Pandathlon est mis en avant dans la stratégie nationale du développement durable du ministère des Sports.
- En 2012, le WWF signe avec le ministère des Sports la convention « *Sport et développement durable* » et s'associe au magazine l'Équipe pour lancer les Trophées Verts pour un sport durable.
- En 2014, l'UEFA consulte le WWF dans le cadre de la préparation de l'EURO 2016.

Au profit de la biodiversité

Au travers du Pandathlon, le WWF France et la commune de Saint-Gervais ont souhaité initier un projet écologique novateur et ambitieux : la restauration du mont Lachat. Cette opération, qui doit être exemplaire, consistera à détruire des bâtiments militaires vétustes aujourd'hui inutilisés et restaurer l'équilibre écologique du site. Il s'agit de restituer le site au patrimoine naturel du mont Blanc, soit, en d'autres termes, de redonner ses droits à la nature.

Au-delà de la restauration du seul mont Lachat, ce projet s'inscrit dans une vaste réflexion visant à faire du massif du Mont-Blanc un espace mieux préservé. En effet, de tous les points culminants continentaux dans le monde, il est le seul à ne pas bénéficier d'un statut de protection environnementale. Cette protection peut revêtir plusieurs formes réglementaires. Il est important que le caractère emblématique et patrimonial du mont Blanc soit reconnu à l'échelle internationale. Nous voyons le développement harmonieux du territoire du mont Blanc comme le moyen de faire converger les enjeux de restauration de la biodiversité alpine et ceux de l'équilibre économique et social du territoire.



Les équipes « FAAT pandas » et « 4 pandas et un mont Blanc », heureuses d'avoir relevé le défi du Pandathlon !

Zoom sur nos actions de sensibilisation à l'environnement

Éveiller les citoyens de demain

Afin de sensibiliser les enfants aux enjeux environnementaux, le WWF France propose des interventions pédagogiques à destination des élèves de maternelle et de primaire en Île-de-France et dans les départements du Rhône et du Var.

Animées par les bénévoles du WWF, ces interventions sont dispensées gratuitement et s'organisent autour d'animations pédagogiques traditionnelles et d'ateliers ludiques. Elles invitent les enfants à s'interroger sur leur rapport à l'environnement, sur l'importance de la biodiversité et les solutions concrètes qu'ils peuvent mettre en œuvre dans leur quotidien afin de la protéger.

Le temps d'une activité manuelle ou d'un grand jeu de société à échelle humaine, les élèves deviennent de véritables petits rangers de la nature ! Qu'est-ce qu'une espèce menacée, quels sont les enjeux de la déforestation, pourquoi l'eau est-elle si importante pour la nature et les hommes...? Quoi de mieux que des jeux ludiques pour éveiller la curiosité des enfants pour la nature et leur donner envie de la protéger ?

L'atelier des empreintes

Il s'agit d'un jeu de devinette : des moulages d'animaux sont présentés aux enfants. Ces derniers doivent deviner de quel animal il s'agit. En fonction de l'âge, différentes notions sont abordées (habitats, menaces, mesures de préservation).

C'est une activité manuelle : les enfants réalisent un moulage en terre glaise à partir des empreintes.

Destiné aux maternelles et aux primaires (3-12 ans), l'atelier des empreintes permet de faire découvrir un certain nombre d'espèces menacées (en France et dans le monde), de faire comprendre les causes de leur déclin et d'évoquer les comportements à adopter afin de préserver notre biodiversité.



© INGRID BABU / WWF FRANCE

Pandathlon des enfants, « atelier des empreintes » dans une école primaire de Saint-Gervais.

COMMUNIQUER POUR SERVIR NOTRE CAUSE

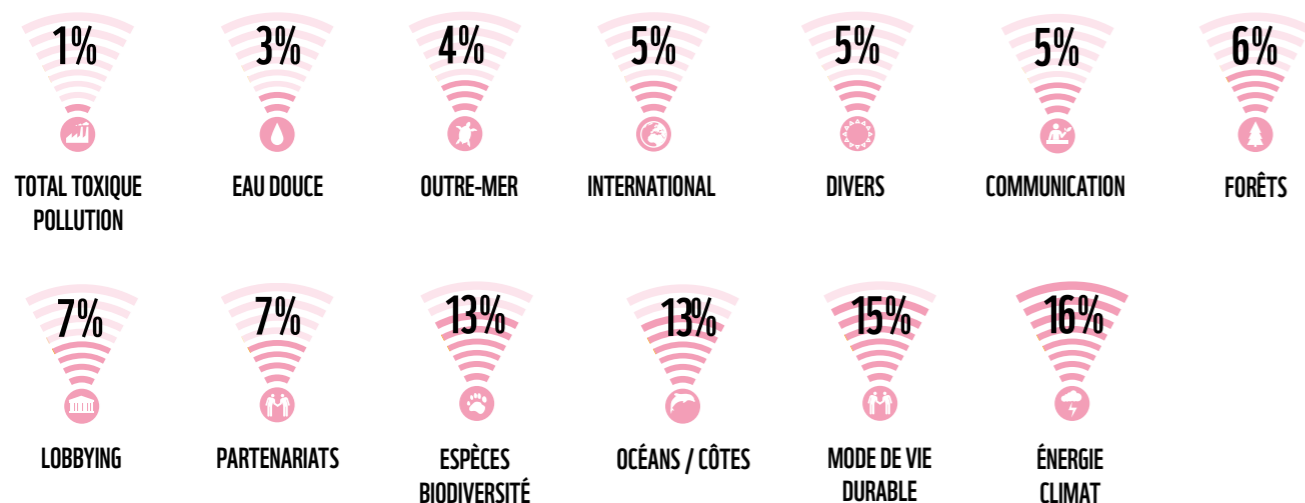


Le WWF travaille au quotidien pour sensibiliser les leaders d'opinion sur l'état de la planète et mettre la question de la protection de l'environnement au cœur de l'agenda médiatique.

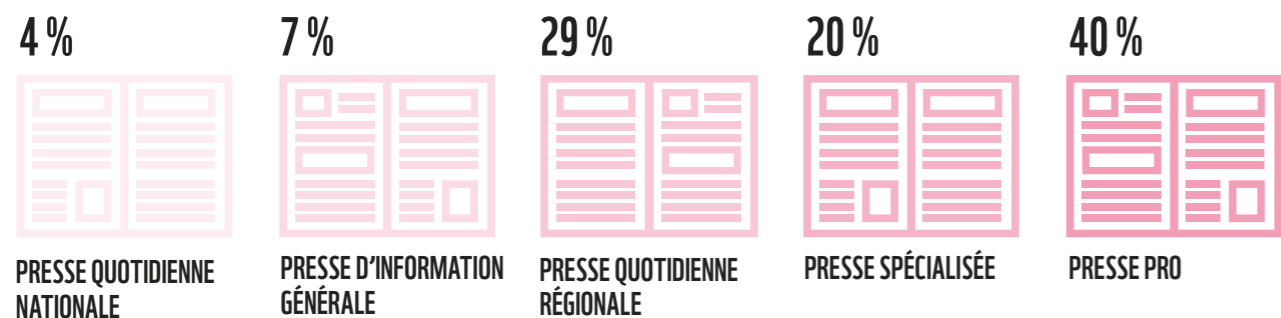
Parce que l'information est la première étape sur le chemin de la prise de conscience et du changement de comportement.



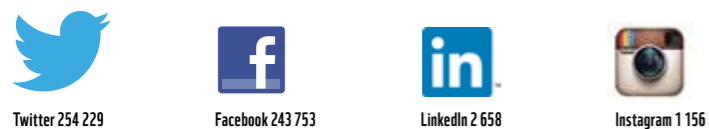
RETOMBÉES PRESSE PAR THÉMATIQUE



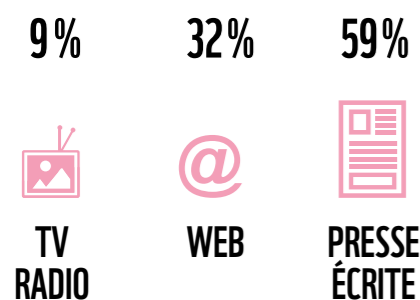
RETOMBÉES PAR SUPPORT DE PRESSE



501 796 COMPTES DE LA COMMUNAUTÉ WWF FRANCE



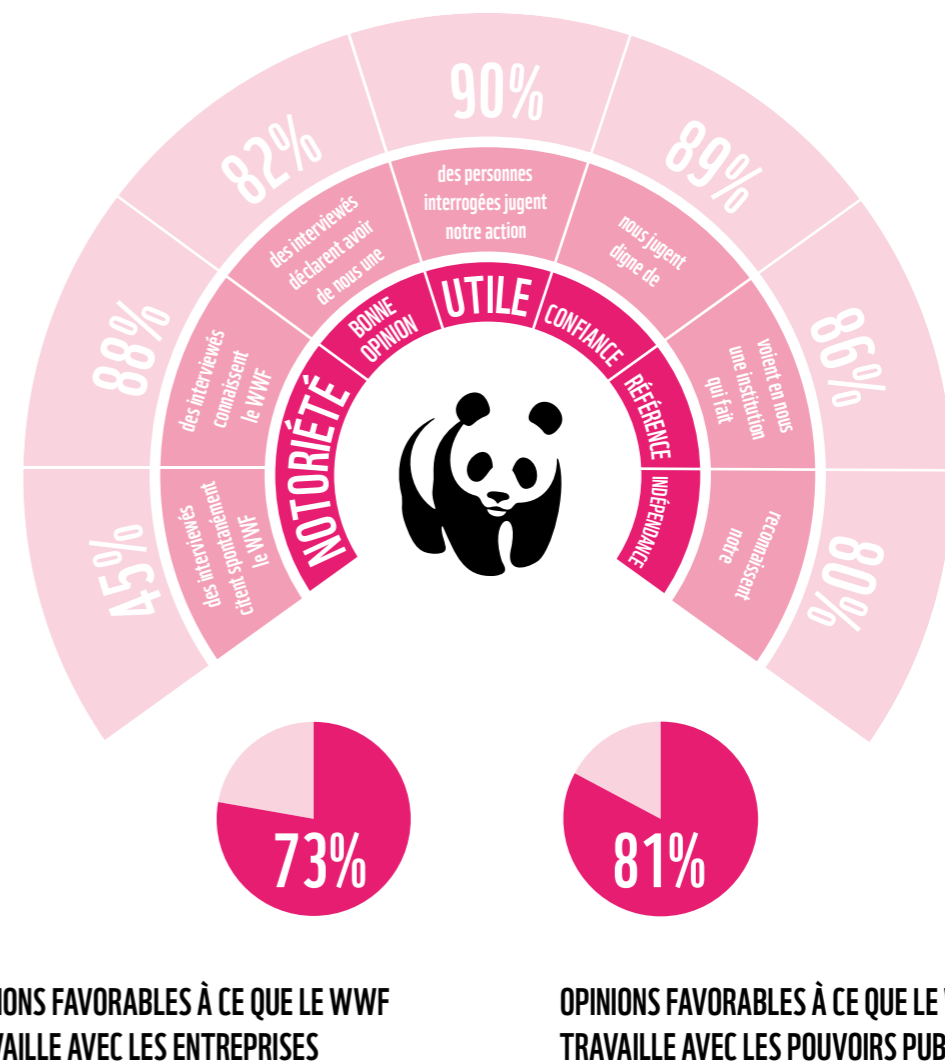
RETOMBÉES PRESSE PAR MÉDIA



AUDIENCE ON-LINE



IMAGE ET PERCEPTION DU WWF EN FRANCE / IFOP / DÉCEMBRE 2014 *



* Échantillon de 1 005 personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne (CAWI - Computer Assisted Web Interviewing) du 31 octobre au 10 novembre 2014.

QUAND LA PLANÈTE ÉTEINT LA LUMIÈRE

« Eteindre ses lumières pendant une heure pour voir le monde autrement », voilà à quoi nous vous invitons pour la 8^e édition d'Earth Hour. Et vous avez été nombreux à prendre part à l'événement.

Earth Hour 2014 en chiffres

162 pays

7 000 villes

des centaines
de millions de
participants

61 487 dollars
récoltés
sur Earth Hour blue

+ de 70 millions
d'interactions sur les
réseaux sociaux

1 569 entreprises
engagées à nos côtés
(ayant rejoint
la communauté
Earth Hour
en s'inscrivant à
notre newsletter)

Cette année, avec la conviction que nous sommes toujours plus forts ensemble, Earth Hour a grandi et est devenue Earth Hour Blue, grâce à une plate-forme de financement participatif dédiée à des projets internationaux de préservation de l'environnement.

Apporter un soutien concret aux rangers indonésiens qui protègent cette partie du monde de la déforestation, permettre l'achat de 4 000 fours intelligents à Madagascar, aider les villageois chinois à préserver l'environnement du Panda Géant, ou encore participer à la restauration du Roodeberg Peak en Afrique du Sud... Autant de projets visant à préserver l'environnement tout en améliorant les conditions de vie des populations locales, autant d'initiatives dans lesquelles chacun pouvait s'engager rapidement et concrètement grâce à Earth Hour Blue.

Par ailleurs, le WWF et Earth Hour Blue ont eu le plaisir d'accueillir cette année à leurs côtés Spider-Man, le premier super-héros ambassadeur d'une cause environnementale internationale. Les stars du film « *The Amazing Spider-Man 2 : le destin d'un héros*¹⁰ », Andrew Garfield, Emma Stone, Jamie Foxx et le réalisateur Marc Webb, ont décidé de soutenir Earth Hour Blue. Pharell Williams a quant à lui apporté son soutien à l'opération Earth Hour sur Twitter.

Sony Pictures Entertainment a rejoint le mouvement en apportant son soutien financier à l'un des projets de la plate-forme Earth Hour Blue et a même reçu le Gold Standard de la compensation carbone en récompense de ses efforts : toute la production ainsi que la tournée de promotion du film ont été neutres en émission carbone !

En parallèle, les participants au mouvement ont aussi été invités à signer la pétition de Shark Saver « I'm FINished With FINS » qui engageait des célébrités et des figures publiques dans toute l'Asie à s'investir dans la lutte contre le *shark finning*. Cette pratique consiste à capturer des requins pour leur couper les ailerons et à les rejeter mutilés à la mer, dans le but d'en faire une soupe très prisée sur le continent asiatique.

Après le lancement de l'opération Earth Hour à Singapour en présence de toute l'équipe du film, à Paris, la tour Eiffel s'est éteinte à 20 h 30 précises, en présence d'Isabelle Autissier et de Philippe Germa, respectivement présidente et directeur général du WWF France et d'Éric Brune, directeur général de Sony Pictures Releasing France. C'est un petit Parisien, âgé de neuf ans et déguisé en Spider Man, qui a éteint la tour Eiffel en pressant sur un poussoir depuis l'esplanade du Trocadéro.

Nous vous avons donné rendez-vous à 20 h 00, sur le parvis des Droits de l'Homme et du Citoyen, dans le 16^e arrondissement de Paris pour assister à cet événement exceptionnel et vous avez répondu présents.

10. *The Amazing Spider-Man*, le destin d'un héros : sortie nationale le 30 avril 2014.

EARTH HOUR EN BREF

Lancée pour la première fois en 2007 à Sydney, Earth Hour s'est imposée comme « LA manifestation mondiale en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique ».

Depuis 2009, Earth Hour propose aux citoyens du monde entier d'éteindre leurs lumières de 20 h 30 à 21 h 30 chaque dernier samedi du mois de mars. De Singapour à Honolulu, en passant par Sydney, Moscou, Londres, Paris, New York ou encore Washington, tous les monuments emblématiques des grandes villes sont plongés dans le noir pendant une heure, heure durant laquelle leurs habitants se réunissent autour de concerts et de festivités pour signifier leur soutien à cette mobilisation planétaire. L'année passée, Earth Hour a mobilisé près de 2 milliards de personnes dans 7 000 villes et 154 pays.

Au-delà de l'acte symbolique, Earth Hour est depuis sa création le seul événement de mobilisation internationale sur les questions énergétiques et climatiques, soutenu entre autres pour l'édition 2013 par Ban Ki moon, secrétaire général des Nations unies, le footballeur Lionel Messi, l'actrice américaine Jessica Alba, la Fédération française de rugby ou encore la championne française de ski alpin Marion Rolland.



Deux membres de l'équipe bénévole du WWF France lors de l'événement Earth Hour 2014.

PREMIÈRE ÉDITION DES CREATIVE AWARDS BY SAXOPRINT

Cette année, nous nous sommes associés à Saxoprint, imprimeur en ligne, pour lancer la première édition des « Creative Awards by SAXOPRINT », un concours ouvert à tous les créatifs, qu'ils soient issus d'agences de communication, graphistes ou simples amateurs, à concevoir un visuel pour notre campagne de communication sur le dérèglement climatique.

L'objectif ? Éveiller les consciences des 18-25 ans sur le péril climatique.

À la clé de ce concours, jusqu'à 16 000 euros de dotation financière pour le premier prix, ainsi que la chance de voir son affiche diffusée en France dans une campagne multimédia (affichage, presse, Web) incluant une présence dans les médias partenaires et dans plusieurs stations du métro parisien en amont de la Conférence sur le Climat (COP 21) qui se déroulera à Paris en décembre 2015.

Ce sont près de 800 créations qui nous ont été proposées par de jeunes créatifs, des étudiants et des passionnés et qu'il a fallu départager. Le 20 mars dernier, le verdict a été rendu.

Le jury

Yann Arthus-Bertrand, président du jury de la première édition des Creative Awards

Daniel Ackermann (SAXOPRINT), **Philippe Germa** (WWF France), **Dominique Restino** (Moovjee), **Sophie Guérinet** (Act Responsable), **Rudolf Pailliez** (France Graphique), **Xavier Dordor** (CB News), **Valérie Decamp** (Media Transports), **Isabelle Moisy** (Étapes), **Pierrette Diaz** (Young & Rubicam), **Jean-Baptiste Delarme** (Il était une pub), **Geoffrey Dorme** (Graphism.fr) et **Matthieu Étienne** (lllilitl.fr).

Les 3 grandes catégories de prix

1. Le Grand Prix du Jury

Le grand lauréat 2015 remportera 7 000 € et verra son affiche diffusée dans le cadre d'une campagne multimédia (affichage, presse, Web) dans les médias partenaires et en amont de la Conférence sur le Climat (COP 21) qui se déroulera à Paris en novembre et décembre 2015.



2. Le Prix Jeune Créatif, parrainé par le Moovjee

À destination des étudiants, de graphistes indépendants ou de jeunes agences créées depuis moins de trois ans, le Prix « Jeune Créatif » récompensera deux des meilleures créations du concours. Le lauréat du 1^{er} prix remportera 2 000 € et bénéficiera du programme « Mentorat » du Moovjee pour soutenir le développement de son agence ou d'un projet entrepreneurial. La campagne Jeunesse sera diffusée sur le site du Moovjee ainsi que sur les salons Moovjee 2015 / 2016.



3. Le Prix du Public, parrainé par Act Responsable

Après une présélection de quinze campagnes établie par le jury, le public sera amené à élire sa campagne favorite par le biais d'un vote en ligne sur le site Internet du concours à partir du 1^{er} février 2015.

Le lauréat du 1^{er} Prix du Public remportera 2 000€, et verra sa campagne inscrite au programme de promotion Act Responsable comprenant la participation au festival de publicité Cannes Lions 2015 pour le prix de la meilleure campagne solidaire de l'année.



Visuel retenu par le jury 2015 pour la campagne de communication sur le dérèglement climatique.

DES CAMPAGNES INTERNATIONALES POUR UNE CAUSE UNIVERSELLE

Depuis la célébration de son cinquantième anniversaire, le réseau WWF a décidé de renouer avec l'utilisation de grandes campagnes mondiales de plaidoyer au profit d'un objectif de conservation.

L'idée est de mobiliser les énergies et compétences de l'ensemble du réseau WWF pour faire la différence et obtenir une victoire stratégique dans le domaine de la conservation.

Ces campagnes peuvent être initiées dans le cas où un acquis essentiel est menacé. Ce fut le cas de la campagne « SOS Virunga » lancée contre l'extraction d'hydrocarbures dans le plus ancien parc africain. On parle alors de campagne d'urgence.

Autre cas de figure, une campagne structurelle de plusieurs mois afin de faire avancer un dossier essentiel pour le réseau. La première campagne mondiale lancée en 2011 portait sur la lutte contre les trafics illégaux d'espèces.

Intitulée « Kill the Trade that kills », elle a permis de remettre sous le feu des projecteurs médiatiques les trafics dont sont victimes des espèces animales comme le tigre, l'éléphant, le rhinocéros ou le pangolin. Sous la pression d'une opinion mondiale mobilisée grâce à une utilisation intensive des médias sociaux, de nombreux pays ont pris des engagements pour renforcer les moyens alloués à la lutte contre les trafics d'espèces.

La seconde campagne « Seize Your Power » avait pour vocation de faire la promotion des énergies renouvelables en réclamant la mobilisation de la majeure partie des financements internationaux privés ou publics au profit des énergies renouvelables, ce qui passe bien évidemment par l'abandon du financement des fossiles.

Une pétition mondiale a ainsi été mise en ligne demandant à « tous les investisseurs, petits et grands, de délaissier les ressources fossiles au profit des renouvelables ». Après 16 mois de campagne, la campagne s'est achevée en novembre 2014.

En mobilisant largement l'opinion publique française par ses médias sociaux, le WWF France a été le premier contributeur en termes de signatures de cette pétition. Un acquis essentiel pour notre réseau qui marque la consécration de plus de sept ans d'investissement dans les médias sociaux.



EN PARTENARIAT AVEC DISNEYNATURE

Depuis le 30 octobre 2014, le WWF contribue à alimenter le site Zoom by Disneynature en rédigeant des brèves pour sensibiliser le public à la beauté de la planète et transmettre quelques messages clés sur la nécessité de la préserver.



En effet, chaque jour, le site Zoom by Disneynature¹¹, raconte les histoires merveilleuses et méconnues de la vie sauvage en lien avec les quatre saisons.

Des actualités courtes rendent compte des phénomènes naturels et des comportements animaliers autour de thématiques phares telles que la faune et la flore, les océans, les forêts, l'eau et la terre. Deux entrées géographiques, la France et ses outre-mer et l'international, permettent d'accéder à l'information.

Grâce à Zoom by Disneynature, les internautes peuvent voyager via la cartographie des actualités en France et partout dans le monde, s'émerveiller en découvrant les images capturées par de grands photographes de la nature, sourire face aux comportements parfois curieux de certaines espèces ou encore suivre les flux migratoires des animaux au fil des saisons, sur Terre, en mer et dans le ciel.

Les actualités de Zoom By Disneynature sont relayées chaque jour sur :



• [twitter@DisneynatureFR](https://twitter.com/DisneynatureFR)



• Facebook <https://www.facebook.com/disneynaturefr>



11. www.zoombydisneynature.com/fr

BILAN ANNUEL

GOUVERNANCE

Depuis sa création en 1973, le WWF assure son développement avec le souci constant de transparence et d'optimisation des fonds qui lui sont confiés.

Il est composé de quatre entités :

• Fondation WWF France

Reconnue d'utilité publique avec capacité abritante, elle a pour objet de « promouvoir, encourager et assurer la protection et la conservation de la faune et de la flore, des sites, des eaux, des sols et des autres ressources naturelles, soit directement, soit indirectement, en associant d'autres organismes à la réalisation de ses actions et programmes ».

• Association des Amis du WWF France

Distincte du « Cercle des Amis », elle a pour objet de fédérer les sympathisants du WWF et de gérer les contentieux.

• Panda EURL

Cette structure, dont la Fondation WWF France est l'associé unique, promeut et développe la marque Panda. Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, elle a été créée en 1992 afin de promouvoir et de communiquer toute activité se rapportant à la protection de l'environnement. Ses ressources sont générées par les produits sous licence (partenariats entreprises), la vente par correspondance et les produits d'édition.

• SAS domaine de Longchamp

Elle exploite un domaine de trois hectares situé dans le bois de Boulogne. Le domaine de Longchamp est l'objet d'un bail avec la mairie de Paris. La SAS a été créée en 2004 dans le but d'exploiter la concession de domaine public et l'organisation d'activités en relation avec le développement durable et la protection de l'environnement. La Fondation WWF France en est l'associé unique.

Au 1^{er} janvier 2015

Le conseil d'administration de la Fondation WWF France

Isabelle AUTISSIER, présidente
Antoine HOUSSET, vice-président
Mathieu RAMBAUD, secrétaire
Hervé de ROCQUIGNY, trésorier
Jean-Paul PADDACK
Jean-Paul TARIS
Brice LALONDE
Monique BARBUT

Représentants des ministères :

Bernard GAUDILLÈRE, ministère de l'Économie
Philippe CANNARD, ministère de l'Intérieur
Fabienne ALLAG-DHUISME, ministère de l'Écologie, de l'Énergie et du Développement durable

Les membres du conseil d'administration de l'association des Amis du WWF France

Luc HOFFMANN, président honoraire
Isabelle AUTISSIER, présidente
Claudine BARLA
André CICOLELLA
Florence COURAUD
Hervé DE ROCQUIGNY, trésorier
Cédric DU MONCEAU
Catherine EL AROUNI
Sylvie FAUCHEUX
Emmanuelle GRUNDMANN
Antoine HOUSSET, vice-président
Dr Claude MARTIN
Christine OBERDORFF
Jean-Paul PADDACK
Géraldine POIVERT
Mathieu RAMBAUD
Daniel RICHARD
Helene ROCHE
Jean-Marc ROIRANT
Jean-Paul TARIS

Le Cercle des Amis

Depuis deux ans, le Cercle des Amis du WWF a été créé avec pour objectif de rassembler les soutiens les plus fidèles et convaincus du WWF France autour de temps d'échanges et d'information avec nos experts scientifiques sur les grands enjeux économiques et environnementaux de notre société et sur les actions que nous menons. Nous avons déjà réuni 150 amis prêts à s'impliquer de manière active à nos côtés en contribuant à la promotion de nos actions et en nous soutenant financièrement. Nous les remercions pour leur mobilisation.

Liste des membres du comité exécutif du WWF France

Philippe GERMA, directeur général
Chantal GROLIMUND, secrétaire général
Jacques-Olivier BARTHES, directeur de la communication
Frédérique CHEGARAY, directrice de la générosité publique
Marie-Christine KORNILOFF, directrice déléguée au monde économique
Diane SIMIU, directrice des programmes de conservation

Suite à la disparition tragique de Philippe Germa, Pascal Canfin a été nommé directeur général du WWF France le 20 novembre 2015.

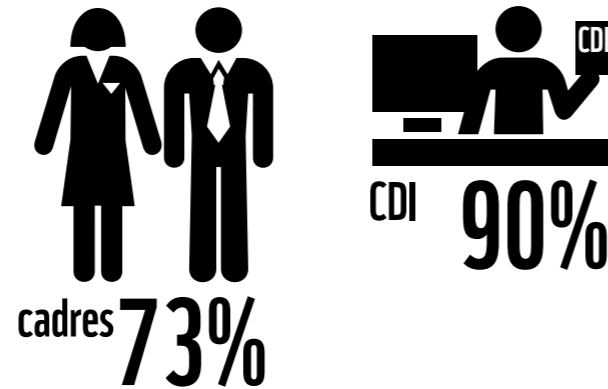
SALARIÉ-ES ET ENGAGÉ-ES

Une grande majorité de nos salariés exerce au siège parisien, tandis que cinq salariés sont basés en Guyane, quatre à Lyon, quatre à Marseille et cinq en Nouvelle-Calédonie.

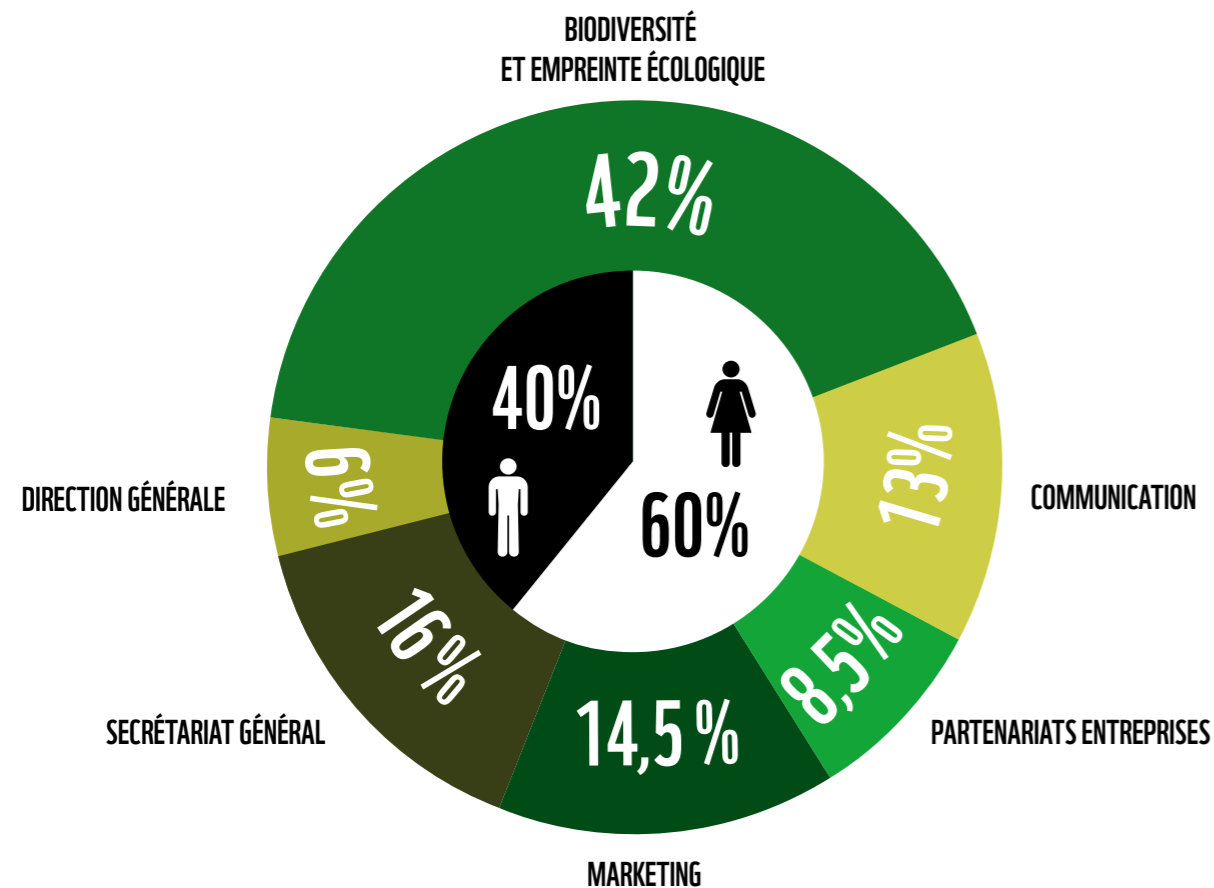
Unis pour une même cause, les salariés du WWF viennent d'horizons très divers.

Âgés de 37,92 ans en moyenne, ils ont, en moyenne également, 5,36 ans d'ancienneté au sein du WWF France.

Les expertises pointues requises dans chaque champ d'action de l'ONG, ainsi que l'exigence d'autonomie et de capacité à gérer, même en début de carrière, des projets complexes, expliquent le niveau de formation relativement élevé des salariés, et la multiplicité des filières diplômantes dont ils sont issus.

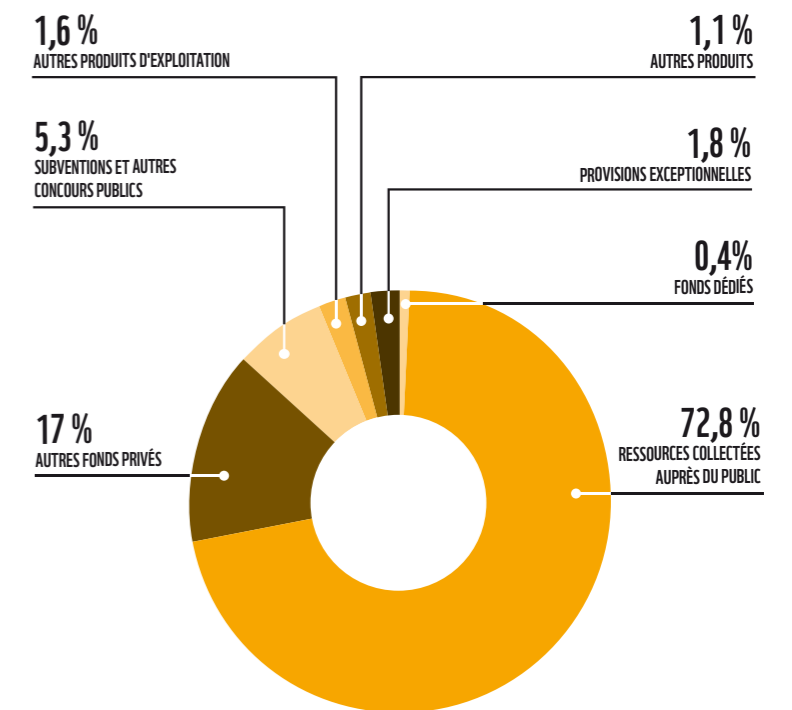


DÉCOMPOSITION DES EMPLOIS DE LA FONDATION AU 30 JUIN 2015

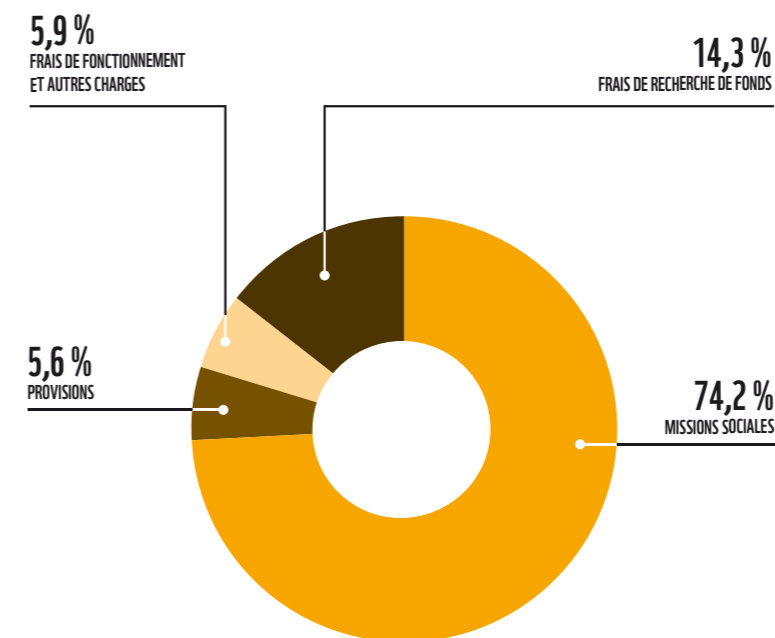


NOS COMPTES AU 30 JUIN 2015

DÉCOMPOSITION DES RESSOURCES DE LA FONDATION



DÉCOMPOSITION DES EMPLOIS DE LA FONDATION



COMPTE EMPLOIS/RESSOURCES 2014-2015

EMPLOIS DE L'EXERCICE EN EUROS	Emplois de 2014-2015 = Compte de résultat	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2014-2015
1 - MISSIONS SOCIALES	11 948 419	8 318 531
1.1 Réalisées en France	10 113 528	
- Actions réalisées directement	9 417 876	
- Versements à d'autres organismes agissant en France	695 652	
1.2 Réalisées à l'étranger	1 834 891	
- Actions réalisées directement	0	
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes	1 834 891	
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	2 307 642	1 900 972
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	1 998 961	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	308 681	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	0	
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	953 742	376 498
3.1 Frais de fonctionnement de l'exercice	953 742	
3.2 Frais de fonctionnement exceptionnels	0	
		10 596 001
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU C R	15 209 804	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	220 466	
III - ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES	673 328	
IV - EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	979 101	
V - TOTAL GÉNÉRAL	17 082 698	
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		10 596 001
ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dépenses opérationnelles	95 856	
Frais de recherche de fonds		
Frais de fonctionnement et autres charges	29 330	
TOTAL	125 186	

RESSOURCES DE L'EXERCICE EN EUROS	Ressources collectées sur 2014-2015 = Compte de résultat	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2014-2015
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE		2 576 742
1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	12 434 299	12 434 299
1.1 Dons et legs collectés		
- Dons manuels non affectés	10 857 736	10 857 736
- Dons manuels affectés	258 527	258 527
- Legs et autres libéralités non affectés	430 000	430 000
- Legs et autres libéralités affectés		
1.2 Autres produits liés à la générosité du public	107 499	107 499
2 - AUTRES FONDS PRIVÉS	2 909 615	
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	896 534	
4 - AUTRES PRODUITS	469 629	
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITS AU C R	16 710 077	
II - REPRISES DES PROVISIONS	309 181	
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTÉRIEURS	63 440	
IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC (cf. tableau des fonds dédiés)		635 988
V - INSUFFISANCE DES RESSOURCES DE L'EXERCICE		
VI - TOTAL GÉNÉRAL	17 082 698	11 798 312
VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		10 596 001
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		
		3 779 053
Bénévolat	125 186	
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL	125 186	



Rapport imprimé par Pure Impression, imprimeur certifié

FSC (FCBA-COC-000077)

PEFC (FCBA-08-008892)

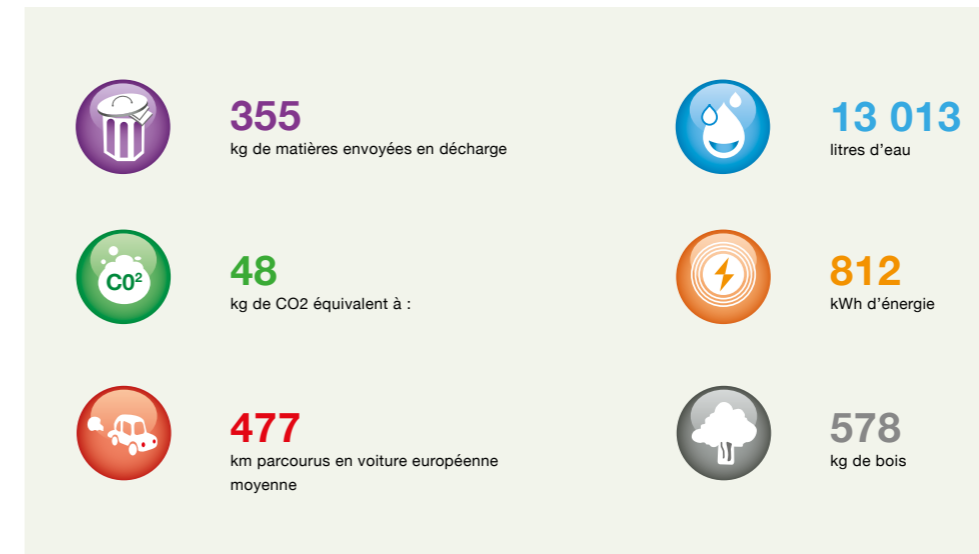
ISO 9001 - ISO 14001

ISO 12647 selon PSO

Labels : Imprim'vert - Print Environnement - Imprim Luxe

Rapport imprimé sur Cocoon Silk, papier extra-blanc, 100% recyclé certifié FSC (FSC CO21878) et Ecolabel européen (FR/011/003), fabriqué par Arjowiggins Graphic.

En utilisant Cocoon Silk plutôt qu'un papier non recyclé, l'impact environnemental de cette publication est réduit de :



Sources :

L'évaluation de l'empreinte carbone est réalisée par FactorX conformément à la méthodologie Bilan Carbone®.

Les calculs sont issus d'une comparaison entre le papier recyclé considéré et un papier à fibres vierges selon les dernières données disponibles du European BREF (pour le papier à fibres vierges).

Les résultats obtenus sont issus d'informations techniques et sont sujet à modification.

Rapport d'activité du WWF France 2014-2015

100%
RECYCLÉ
ET
RECYCLABLE



Tirage de 1 000 exemplaires sur Coocon silk FSC 100 % recyclé 250 gr (couverture) et Coocon silk FSC 100 % recyclé 135 gr (cahier intérieur). Bilan carbone : 631,56 kg éq. CO2 au total, soit 632 g éq. CO2/ex

WWF · RAPPORT D'ACTIVITÉ DU WWF FRANCE 2014-2015

1973

année de la création du
bureau français du WWF

85

salarié(e)s du WWF
France engagé(e)s au
quotidien pour offrir
aux générations futures
une planète vivante




2 500

bénévoles actifs en
France métropolitaine
et ultramarine

220 000

donateurs du WWF France
au 1^{er} mai 2015

	<p>Notre raison d'être Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.</p> <p>www.wwf.fr</p>
---	---

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For nature (Formerly World Wildlife Fund) © "WWF" & "living planet" are WWF Registered Trademarks/ "WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.
WWF France, 1, carrefour de Longchamp, 75016 Paris.



www.wwf.fr



[/wwffrance](https://www.facebook.com/wwffrance)



[@wwffrance](https://twitter.com/wwffrance)

© NASA

WWF.FR